



**HAL**  
open science

## Un monde passionnant et incertain

Wolf Feuerhahn, Olivier Orain, Bertrand Müller, Pascale Rabault-Feuerhahn,  
Nicolas Ginsburger, Emanuel Bertrand, Thibaud Trochu, Thomas Hirsch,  
Frédéric Keck, Dylan Simon, et al.

► **To cite this version:**

Wolf Feuerhahn, Olivier Orain, Bertrand Müller, Pascale Rabault-Feuerhahn, Nicolas Ginsburger, et al.. Un monde passionnant et incertain: Table ronde sur l'histoire des sciences humaines et sociales. Revue d'histoire des sciences humaines, 2019, Chemins de traverse. Nouveaux lieux, nouveaux chantiers, 34 (34), pp.203-250. 10.4000/rhsh.3342 . halshs-02174545

**HAL Id: halshs-02174545**

**<https://shs.hal.science/halshs-02174545>**

Submitted on 5 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## Un monde passionnant et incertain

### Table ronde sur l'histoire des sciences humaines et sociales

**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : Merci à vous tous d'être présents. Nous avons souhaité saisir l'occasion des vingt ans de la revue pour discuter ensemble de notre domaine partagé et avons pour cela imaginé une série de questions. Nous aimerions en premier lieu savoir comment vous percevez l'évolution de l'histoire des sciences humaines et sociales (SHS) depuis le poste d'observation qui est le vôtre, pour essayer de mettre en valeur la diversité de vos origines, de vos parcours, de vos formations, de vos regards.

**Bertrand Müller** : Ma position est ambivalente. J'essaye de faire de l'histoire des sciences sociales depuis plus de trente ans, mais de manière irrégulière, alternant des périodes d'engagement et des moments de retraits. La situation de l'histoire des sciences humaines aujourd'hui est assez différente de celle qu'elle était il y a quarante ans. Toutefois, j'ai l'impression que les enjeux et les positions ne sont pas très différents. Il y a une quarantaine d'années c'était un champ qui semblait s'ouvrir. C'était un peu le temps des pionniers, dans le prolongement de l'histoire des sciences qui a connu un développement plus visible. L'histoire des sciences humaines se profilait alors comme une histoire globale et plus seulement une histoire des idées et des concepts, une réflexion qui ne s'enfermait plus dans la tradition ou les mémoires disciplinaires, mais qui se nourrissait d'archives, de sources, qui cherchait à rendre compte et à comprendre les sciences sociales comme des pratiques sociales, des activités intellectuelles, inscrites dans des situations et des contextes historiques singuliers. D'ailleurs, nous commençons toujours nos papiers en affirmant, parfois de façon un peu déclamatoire, notre distance avec l'histoire des idées. Mais ce développement était trompeur. Les promesses ne se sont guère concrétisées, les manifestations éditoriales n'ont pas été accompagnées par des créations de poste demeurées très marginales.

Puis il y a eu une sorte de retour épistémologique dans l'histoire des sciences de l'Homme ; les questions empiriques paraissaient beaucoup moins intéressantes que les questions théoriques. Pour qui s'efforçait de faire une histoire un peu argumentée, nourrie de recherches d'archives, la situation se compliquait parce qu'on avait

l'impression d'être relégué à une posture historiciste, purement érudite, inutile voire étrangère aux débats épistémologiques. Ces débats d'ailleurs se développaient en faisant fi d'une histoire nourrie d'archives. Pour ma part, l'histoire des sciences humaines, l'histoire de l'histoire surtout, retombait dans les travers d'une histoire mémorielle, traditionnante, qui reconstruit des figures, des concepts, des problèmes, hors de toute contextualisation. Ce retour épistémologique dans un moment de crise proclamée de l'histoire a pris parfois la forme d'une police épistémologique et de reconfiguration disciplinaire. Par exemple, il faudra interroger la signification et les effets de la transposition en France de la microhistoire dans un contexte de remise en cause de l'histoire comme science sociale.

Ça a été un peu compliqué pour moi. J'étais pris comme d'autres dans les controverses entre historicisme et présentisme, histoire interne versus histoire externe, problématiques qui ont quadrillé et figé les questionnements de l'histoire des sciences de l'Homme. C'est devenu compliqué surtout parce qu'il était difficile d'imaginer se cantonner dans une petite niche empiriste sans abandonner les préoccupations épistémologiques, sans participer aux débats qui visaient à reconfigurer les espaces disciplinaires. Pour avoir raison, il faut non seulement avoir raison intellectuellement mais il faut se donner les moyens de faire entendre son discours. Il faut intervenir aussi y compris dans le débat épistémologique, mais cela suppose un autre discours, d'autres façons d'intervenir, de s'extraire de l'équation vaine de l'historicisme et du présentisme. Faire de l'histoire des sciences humaines une histoire comme une autre a permis de la sortir des discours commémoratifs et traditionnants, mais l'histoire des sciences humaines ne peut pas être qu'une histoire comme les autres, elle ne peut se déprendre des enjeux actuels des disciplines qui sont toujours aussi des luttes pour l'imposition des définitions et des positions légitimes dans les sciences humaines au présent et au futur.

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Je viens des études allemandes qui sont, comme je l'ai réalisé rétrospectivement, des études d'aires culturelles. Elles ne le sont certes pas au sens des *area studies* nées dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. La germanistique française a son origine dans les études littéraires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Mais malgré tout, à l'arrivée, les études allemandes sont bien structurées comme un ensemble de disciplines (littérature, linguistique, histoire, histoire des idées principalement) afférant à l'aire germanophone. Je suis donc venue à l'histoire des sciences humaines par le biais de la branche « histoire des idées » des études germaniques, branche qui est en fait une sous-partie d'un plus vaste ensemble désigné comme « civilisation »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sur l'histoire de la germanistique française, voir Michel Espagne et Michael Werner (dir.), *Histoire des études germaniques en France (1900-1970)*, Paris, CNRS éditions, 1994.

<sup>2</sup> Sur cette « branche », voir Gérard Raulet, « L'histoire des idées. Situation et fonction », dans M. Espagne et M. Werner (dir.), *Histoire des études germaniques en France...*, op. cit., p. 379-395.

Bref, au sein des études germaniques, je suis peu à peu devenue une « civilisationniste » spécialisée en « histoire des idées », laquelle ressortit en fait surtout de l'histoire intellectuelle et culturelle. Ma seconde formation, en « études indiennes » à l'Inalco, présentait des analogies de cadrage avec mes études de germaniste. C'est au moment de la thèse que, par ce biais, je suis parvenue à l'histoire des sciences humaines, avec un travail qui portait sur l'histoire de la philologie sanskrite en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Pour être tout à fait honnête, ce sujet, même s'il a été très bien accueilli, était assez à la marge des études germaniques classiques à l'époque (depuis, la discipline s'est beaucoup ouverte aux problématiques transculturelles, notamment à cause de la crise de l'allemand en France !). En tout cas sur le plan universitaire car, d'un autre côté, l'histoire franco-allemande de la philologie était une ligne de force de l'UMR du CNRS « Pays germaniques - transferts culturels » depuis les années 1980 et je dirais même que ce laboratoire a été un des lieux très importants en France où l'histoire de la philologie a été constituée en objet d'étude<sup>4</sup> – avec, bien sûr, l'École de Lille autour de Jean Bollack et Pierre Judet de La Combe<sup>5</sup>. En outre, dès le DEA, j'ai été en contact avec l'UMR « Histoire des théories linguistiques » que dirigeait à l'époque Sylvain Auroux<sup>6</sup>. Développée dans les années 1970, l'histoire de la linguistique est une branche pionnière de l'histoire des sciences humaines. Les études sanskrites se situant au confluent de la philologie et de la linguistique, les échanges avec les historiens de la linguistique ont été d'une importance capitale pour moi. J'ai tout particulièrement bénéficié des écoles d'été organisées par ce laboratoire, qui ont été une source immense d'inspiration méthodologique.

Je dirais donc qu'à titre personnel, j'ai été en contact avec deux types de lieux assez différents d'épanouissement de l'histoire des sciences humaines : d'un côté, au sein d'un ensemble plus large (les études allemandes) dont l'extension et la plasticité laissaient la place à l'émergence de nouveaux intérêts, et d'un autre côté au sein de ce domaine spécifique qu'est l'histoire de la linguistique dont les spécialistes forment une communauté très organisée, avec un laboratoire, une revue, une société savante, un réseau international structuré, etc. Au-delà de ces différences, ces deux lieux attestent

**3** Pascale Rabault-Fuehrhahn, *L'archive des origines : sanskrit, philologie, anthropologie dans l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle*, préface de Charles Malamoud, Paris, Éditions du Cerf, 2008.

**4** Voir notamment les quatre volumes de la série *Philologiques*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme : M. Espagne et M. Werner (éd.), *Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1990 ; M. Espagne, F. Lagier et M. Werner, (éd.), *Le maître de langues, les premiers enseignants d'allemand en France : 1830-1850*, 1991 ; M. Espagne et M. Werner (éd.), *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire*, 1994 ; M. Espagne et K. Dmitrieva (éd.), *Transferts culturels triangulaires France-Allemagne-Russie*, 1996.

**5** Voir notamment les deux volumes de *Philologie et herméneutique au XIX<sup>e</sup> siècle* : Hellmut Flashar, Karlfried Gründer et Axel Horstmann (éd.), *Zur Geschichte und Methodologie der Geisteswissenschaften*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1979 ; Mayotte Bollack et Heinz Wismann (éd.), *Philologie et herméneutique au XIX<sup>e</sup> siècle*, 2, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1983.

**6** Voir notamment : Sylvain Auroux (éd.), *Histoire des idées linguistiques*, Bruxelles, P. Mardaga, 3 vol. (1989-2000) et la revue de la Société d'histoire et d'épistémologie des sciences du langage (SHESL) : *Histoire, Épistémologie, Langage*.

jusqu'à aujourd'hui d'une vitalité et d'une constance de l'histoire de la linguistique et de la philologie. Mon sentiment est qu'actuellement, ces domaines et, au-delà, l'histoire des sciences humaines en général, sont en plein essor du point de vue du nombre de chercheurs qui s'y attellent et de l'explosion des sujets de recherche. Moins, sinon pas, en termes d'existence institutionnelle. Même les historiens de la linguistique qui sont dans une situation relativement unique de par la précocité de l'émergence et de la structuration de leurs recherches, restent liés aux linguistes dans les divisions universitaires comme au CNRS, et se retrouvent souvent contraints de justifier de l'utilité de leur positionnement « méta ».

**Nicolas Ginsburger** : Pour ma part, je suis venu à l'histoire des sciences humaines d'abord par l'histoire de la Grande Guerre, où notre sujet n'est, selon moi, pas très présent en tant que tel, même s'il y a de plus en plus de travaux sur certains de ses représentants, toujours un peu les mêmes, des historiens en particulier, comme Marc Bloch, ou des sociologues, comme Robert Hertz<sup>7</sup>. L'histoire des sciences de la nature l'est beaucoup plus (et depuis plus longtemps), dans le sens de l'opérationnalité militaire des sciences, de leur application en contexte de conflit. D'un autre côté, je suis venu à cette histoire par la géographie, avec cette tension entre deux pôles, d'une part la géographie humaine (qui est du ressort des sciences humaines), d'autre part la géographie physique qui, autour de la Grande Guerre, occupe une position relativement dominante. Mais j'ai quand même aussi l'impression d'un rattrapage et ce qui me frappe actuellement, c'est le foisonnement, ces dix dernières années, des archives, de la publication de journaux de guerre, de correspondances, disons de « petites œuvres », d'œuvres « mineures », celles du « for intérieur », liées à ce contexte, dans toutes les aires culturelles, en France comme en Allemagne par exemple, peut-être au détriment du versant théorique et épistémologique mais dans un effort global de recherche, de découverte et de mise en avant de sources nouvelles extrêmement nombreuses, avec un effet centenaire qui a été très important et dans le cadre d'une demande sociale globale dont témoignent par exemple les campagnes de « Grande Collecte » autour des archives de la Grande Guerre. L'exemple des correspondances de Lucien Febvre est typique à ce niveau, mais également celles des géographes français Albert Demangeon et Max Sorre par exemple<sup>8</sup>. Mais ce n'est pas seulement à propos de la géographie ou de l'histoire, ni de la Grande Guerre, c'est un mouvement global vers de plus en plus de traces du passé, exhumées, retranscrites et publiées, pour dire une histoire qui reste à dire, en particulier celle des sciences humaines... On est encore

<sup>7</sup> Pour un état des lieux : Nicolas Ginsburger et Christine Laurière, « La Grande Guerre, parenthèse ou nouvelle donne dans l'histoire des sciences de l'Homme ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 33, *Après 1918. Un nouveau paysage savant ?*, 2018 p. 7-58, DOI : 10.4000/rhsh.797.

<sup>8</sup> Voir le colloque « Le savant et le savoir au prisme des écrits personnels. Carnets, correspondances, journaux de géographes » organisé par l'équipe EHGO de l'UMR Géographie-Cités, 10-11 décembre 2018 à Paris (programme : <http://www.parisgeo.cnrs.fr/spip.php?article8484>).

dans cette phase pour cette période-là, parfois d'ailleurs avec un peu d'excès conjoncturel de sources, d'intérêts divers et qui saturent l'espace historique par la force du témoignage : il restera à les exploiter davantage et à mieux les interpréter par la suite.

**Emanuel Bertrand** : J'aimerais adopter un point de vue un peu décalé, qui correspond à un poste d'observation d'enseignant. En ce qui me concerne, cette perspective se déploie en deux volets distincts, selon le public auquel je m'adresse en tant qu'enseignant. D'un côté, lorsque je dispense des cours d'introduction à l'histoire des sciences devant un public d'ingénieurs, ou d'étudiants en science de la nature, il m'apparaît clairement que ce domaine – l'histoire des sciences humaines et sociales – est complètement inconnu, et semble même incongru, pour un tel public. Ces étudiants ne comprennent même pas ce que cela peut désigner, dans la mesure où, pour eux, l'histoire des sciences désigne implicitement, et exclusivement, l'histoire des sciences de la nature. Cela permet de voir à quel point l'histoire des sciences humaines et sociales est un champ d'études qui a une place singulière, car difficilement assignable à un objet académique bien identifié par tous les étudiants, tel que l'histoire des sciences. L'histoire des sciences humaines et sociales constitue indéniablement un point aveugle pour ce type d'étudiant. *A contrario*, avec des étudiants de master en histoire des sciences, il semble légitime d'adopter une attitude réflexive et d'essayer de les faire réfléchir à l'histoire du domaine qu'on est en train de leur enseigner. Le recours à l'histoire de l'histoire des sciences constitue alors une entrée « naturelle » dans l'histoire des sciences humaines et sociales. Évidemment, il est important de ne pas tomber dans le piège des histoires « indigènes » de certains historiens des sciences, qui développent une narration les amenant à exhiber des « auteurs canoniques » et à épouser un récit téléologique. Si on cherche à adopter une approche réflexive de l'histoire de l'histoire des sciences, il est indispensable de l'inscrire dans une problématique plus vaste. L'évolution des quarante ou cinquante dernières années de l'histoire des sciences ne peut ainsi être comprise que si on l'inscrit dans l'évolution historique des sciences humaines et sociales dans la même période. Autrement dit, pour des étudiants (de master) en sciences humaines et sociales, il n'y a guère de perplexité quant à l'existence d'une réflexion historique prenant les sciences humaines et sociales comme objet.

**Thibaud Trochu** : Tel que je comprends la métaphore du poste d'observation, je dirais que, dans mon cas, ce qui m'a intéressé dans l'histoire des sciences humaines, c'est d'abord une émancipation du point de vue disciplinaire : venant de la philosophie (sans en être un pur produit) mais ayant tout de même eu à réfléchir sur la façon d'écrire un doctorat en philosophie à l'université Paris 1, j'ai découvert les méthodes de l'histoire des sciences humaines au Centre Koyré et au travers de cette revue, notamment. Ce qui m'a offert la possibilité de réaliser un travail réellement historique sur un auteur souvent

perçu comme exclusivement philosophique<sup>9</sup>. Cette démarche m'a semblé beaucoup plus stimulante et plus probe, d'un point de vue intellectuel, qu'une simple histoire scolaire ou totémique comme l'histoire de la philosophie tend souvent à le faire. C'est bien là l'intérêt que j'ai trouvé dans l'histoire des sciences humaines et j'y vois *a posteriori* un bénéfique épistémologique très net à l'égard de l'histoire de la philosophie telle qu'elle est parfois faite à l'université, dans la mesure où elle pose de manière frontale des questions de méthode : elle pose l'exigence de revenir sur un certain nombre de réflexes disciplinaires très forts, tel que le point de vue surplombant que s'octroie la philosophie. À ce titre, l'histoire des sciences humaines adresse des questions à la philosophie : par exemple, quelle est la fonction d'un auteur « canonique » ? Comment peut-on dissocier les projets ou les assertions philosophiques de leurs contextes d'énonciation ?, etc. Ceci dit, dernièrement, j'ai recherché et consulté un certain nombre des débats historiographiques au sein de la Société française d'histoire des sciences de l'Homme (SFHSH) pour comprendre quels étaient les arguments et peut-être surtout les opérations épistémologiques des pionniers, les Claude Blanckaert, Jacqueline Carroy, Charles Gillispie..., ça m'avait intéressé de les retrouver<sup>10</sup>. Et, à vrai dire, je trouve qu'ils ne sont pas assez connus, pas souvent réaffirmés et discutés. Il y aurait donc, je trouve, une sorte d'inventaire raisonné de ces arguments à faire et à faire valoir, notamment face à une approche dite « d'épistémologique historique à la française », dont la cohérence est peut-être beaucoup plus lâche et rétrospective qu'elle n'y paraît sous ce label à la mode...

J'ai Thomas Hirsch en face de moi, je trouve que son livre *Le temps des sociétés. D'Émile Durkheim à Marc Bloch*<sup>11</sup> fournit une bonne illustration de ce que peut donner ce point de vue historiciste. À le lire, on est amené à réviser un certain nombre de nos représentations usuelles sur l'histoire des savoirs universitaires en France au xx<sup>e</sup> siècle : on comprend mieux notamment qu'il y a un certain nombre de partages disciplinaires entérinés (entre philosophie, psychologie, histoire, ethnologie, etc.) qu'il est utile de remettre en cause pour comprendre leur genèse, leur histoire sociale. Par exemple, on apprend que Lucien Febvre discutait beaucoup avec un psychiatre de « mentalité », ou que Maurice Halbwachs notait scrupuleusement ses rêves dans un journal. Ces perspectives me semblent permettre de faire jouer un certain nombre de réflexes disciplinaires en sciences sociales. Voilà, je trouve que ça sert à ça. Mais tout en considérant que ce type de démarches n'est peut-être pas assez audible dans les structures institutionnelles, c'est ce que je dirais.

9 Thibaud Trochu, *William James. Une autre histoire de la psychologie*, Paris, CNRS éditions, 2018.

10 Voir notamment, Claude Blanckaert, « La Société française pour l'histoire des sciences de l'Homme. Bilan, enjeux et "questions vives" », *Genèses*, 10, 1993, p. 124-135 ; C. Blanckaert, L. Blondiaux, L. Loty, M. Renneville et N. Richard (dir.), *L'histoire des sciences de l'Homme. Trajectoires, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; SFHSH, « Société Française pour l'Histoire des Sciences de l'Homme. Anthologie de vingt ans d'activité », *Bulletin de la société française d'histoire des sciences de l'Homme*, 30, 2007 ; Christian Topalov, « Vingt ans après. De la solidité des tunnels », *Bulletin de la société française d'histoire des sciences de l'Homme*, 32, 2008, p. 7-23.

11 Thomas Hirsch, *Le temps des sociétés. D'Émile Durkheim à Marc Bloch*, Paris, Éditions de l'EHESS (En temps & lieux), 2016

**Thomas Hirsch** : Je travaille pour ma part sur l'histoire des sciences sociales des premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, en France pour l'essentiel, c'est-à-dire sur une période qui a été investie comme un moment « fondateur » par les différentes sciences de la société (la sociologie, la géographie, l'ethnologie, la psychologie dans une certaine mesure, et même l'histoire, avec le discours sur la « rupture » et la « refondation » de la discipline par les *Annales*) et qui, comme telle, m'offre le spectacle sans cesse renouvelé de l'écart entre les récits disciplinaires et les recherches qui se donnent une visée avant tout historique. Entrant, à vrai dire pas même entré, mais sur le seuil de ce qui sera peut-être un parcours de recherche, je ne suis assurément pas le mieux placé pour juger de l'évolution de notre champ d'études. Mon sentiment, peut-être trop teinté par la précarité de ma situation, est que le moment d'enthousiasme autour de l'histoire des sciences humaines qu'évoquait Bertrand Müller, après le « moment critique » qui affecte les différentes disciplines dans les années 1970-1980, et dont témoigne notamment la création de la SFHSH, est bel et bien retombé, que les tentatives d'institutionnalisation de ce secteur de recherche ont échoué et ont été abandonnées. En découle, je crois, le caractère un peu paradoxal de la situation actuelle, marquée tant par une profusion de recherches, tirant parti de ce qu'il est convenu d'appeler le « tournant archivistique » comme des outils numériques qui permettent de manier aisément de gros volumes de données, que par la marginalité de fait de ce domaine d'investigation, qui peine à être reconnu comme légitime. L'histoire des sciences humaines est encore censée être un « à côté » de recherches plus « sérieuses » non un domaine propre, une curiosité de fin de carrière plutôt qu'un objet de spécialisation. Il en résulte d'ailleurs que si l'on dispose de très nombreuses études particulières – sur des « auteurs », des « écoles », des « courants », parfois des institutions –, menées en fonction des passés perçus comme pertinents à tel ou tel moment, les cadres mêmes de cette histoire font largement défaut. À quel moment et pourquoi émerge, par exemple, la notion même de « sciences humaines » ? Comment se constitue, au cours du xx<sup>e</sup> siècle, l'organisation disciplinaire du savoir que nous connaissons ? À ces questions que l'on peut juger « évidentes », nous n'avons pas beaucoup de réponses à apporter...

**Frédéric Keck** : Ma position se situe au croisement de celles de Thibaud Trochu et de Thomas Hirsch. Je viens de la philosophie et je me suis tourné vers l'histoire des sciences sociales comme une façon d'aborder des questions philosophiques qui ne se contente pas d'analyser des énoncés dans une communauté de pairs mais qui s'empare de données empiriques dans un espace interdisciplinaire. J'ai été formé dans l'école épistémologique de Georges Canguilhem et Louis Althusser, qui ont pris acte du défi que les sciences humaines posaient à la philosophie classique, et qui ont redéfini le travail philosophique comme une formulation des concepts et des problèmes qui émergent dans les sciences humaines. J'ai ainsi travaillé sur la figure de Lucien Lévy-Bruhl qui effectua lui-même ce passage de la philosophie à l'anthropologie sociale à partir d'une réflexion sur la responsabilité. Dans cette perspective, l'histoire des sciences humaines



n'est pas une discipline à part entière, mais une façon de faire de la philosophie autrement. Cette école d'épistémologie s'est constituée en France comme une alternative aux grands courants que sont la philosophie analytique et la phénoménologie, dans le prolongement du mouvement structuraliste des années 1960, avec différentes interprétations des effets de cette réflexivité sur les sciences sociales. Ce domaine s'est ensuite consolidé avec la création d'une société et d'une revue, et cela m'a beaucoup apporté de lire les travaux d'autres disciplines sur l'histoire des sciences sociales. Le livre de Thomas Hirsch m'a beaucoup intéressé car il aborde Lévy-Bruhl à partir d'une autre question que la mienne, celle du temps, parce qu'il le place dans une discussion avec des historiens comme Henri Hubert qui n'occupaient pas une place centrale dans ma généalogie. L'histoire des sciences humaines permet aujourd'hui à des chercheurs de disciplines différentes de se rencontrer autour d'archives communes, c'est sans doute une différence avec le moment des années 1960 où les philosophes se réservaient ce domaine dans une ambition épistémologique très forte, c'est-à-dire en vue de répondre à la question de ce que devaient être les sciences humaines dans l'espace des savoirs.

**Dylan Simon** : Comme Thibaud Trochu et Thomas Hirsch, je suis récemment entré dans ce champ de l'histoire des sciences humaines et sociales et, de fait, peu qualifié pour porter un regard rétrospectif sur son évolution. Pour le dire d'un mot, je partage l'idée d'une position ambivalente. Participer à l'histoire d'une discipline – en l'occurrence la géographie – suppose déjà d'être à cheval entre cette dernière et une appartenance ou une approche historique. Cette ambivalence est redoublée par une ambition épistémologique, celle de construire une histoire a-disciplinaire. Travaillant pour ma thèse sur un objet en apparence relativement bien circonscrit, le géographe Max Sorre, il était pourtant impossible de se limiter à une telle histoire disciplinaire. Dans le cadre de son « écologie humaine », Sorre participait à de multiples circulations et transferts savants avec d'autres sciences, tant biologiques et médicales qu'humaines et sociales (sociologie, psychologie, histoire). Proposer une stricte histoire disciplinaire qui ignorerait l'incidence de ces échanges sur l'élaboration de concepts aurait ainsi peu de sens. Par ailleurs, les moments et les espaces de confrontation entre ces différents savoirs m'intéressent particulièrement. Donc une histoire a-disciplinaire, précisément aussi parce qu'elle ne souhaite pas entériner un canon ou une tradition, parce qu'elle ne souhaite pas ériger quelques auteurs en phares d'une discipline. À ce titre, l'ouvrage évoqué de Thomas Hirsch sur *Le temps des sociétés* est un modèle du genre en ce qu'il montre les potentialités d'une approche distanciée, prenant pour objets des auteurs issus de différentes sciences sociales et en ce qu'il documente leurs discussions par des archives inédites. De mon point de vue, l'histoire des sciences humaines reste encore marquée par une approche présentiste ou téléologique. C'est très frappant, par exemple en ce qui concerne la question écologique pour le dire vite (c'est-à-dire l'histoire du rapport des sciences humaines et sociales à la catégorie d'*environnement*), mais j'y reviendrai. De même, de nombreux travaux continuent de rétroprojeter certaines catégories

contemporaines ou récentes, telle la catégorie de « discipline », sur des périodes où l'histoire des sciences humaines et sociales ne se structurait pas de cette manière. Je partage donc la position de Bertrand Müller ou de Thomas Hirsch d'une histoire qui doit tenir les deux bouts : une histoire *historienne* qui ne délaisse pas les archives, qui tente de penser la spécificité historique des catégories ou des notions analysées, et qui – en même temps – affiche une ambition théorique ou épistémologique, notamment un travail sur les concepts des auteurs étudiés. Un exemple particulièrement probant d'une telle démarche est l'ouvrage de Christian Topalov, *Histoires d'enquêtes*<sup>12</sup>. En ce sens, j'ai l'impression d'un domaine qui connaît de plus en plus de recherches passionnantes, mais qui reste un champ en construction, peu unifié et marqué par une certaine fragilité ou précarité, dont les frontières sont en sommes poreuses à de nombreuses approches – c'est ce qui fait sa richesse et parfois sa difficulté.

**Isabelle Gouarné** : Mon point de vue est celui d'une sociologue et politiste de formation venue à l'histoire des sciences sociales à partir de questionnements de sociologie politique : en premier lieu, sur les partis politiques, le Parti communiste en l'occurrence, sur l'engagement des intellectuels et plus récemment sur l'État moderne et les circulations Est-Ouest. Autrement dit, l'histoire des sciences de l'Homme n'était pas une préoccupation initiale. Cela étant, la formation que j'ai reçue dans les années 1990-2000 correspond à un moment où, dans les sciences sociales en France, s'opère un regain d'intérêt pour les idées, les savoirs, les sciences : en témoigne le développement de programmes de sociologie des sciences et d'histoire sociale des idées politiques. En sociologie politique, par exemple, le questionnaire sur des objets canoniques, comme les partis politiques, les mouvements sociaux, les politiques publiques ou l'État, est alors renouvelé, entre autres, en s'ouvrant à la sociologie des sciences et à l'histoire des savoirs.

L'histoire des sciences de l'Homme, on l'a déjà dit à plusieurs reprises, s'est aussi déployée à partir d'une autre dynamique, ce qu'on a appelé sans doute un peu vite « le tournant réflexif ». Dans les sciences sociales d'aujourd'hui, une nouvelle norme collective s'est imposée, incitant tout chercheur à interroger l'historicité de ses objets d'étude, de ses pratiques de recherche, des sources et méthodes qu'ils mobilisent, enfin sa position même de chercheur et son rapport à l'objet étudié. Or, dans ce moment réflexif, l'histoire des sciences sociales se voit attribuer un rôle spécifique, un rôle auparavant joué principalement par la philosophie ou l'épistémologie historique – celui de mettre au jour « l'inconscient » des sciences sociales, selon la formule de Bourdieu<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> Christian Topalov, *Histoires d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

<sup>13</sup> Pierre Bourdieu, « L'objectivation du sujet de l'objectivation » (1997), dans J. Heilbron, R. Lenoir et G. Sapiro, *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004.

En raison de cette double dynamique, il me semble qu'on pourrait identifier de multiples indices d'un intérêt, sinon croissant, du moins bien réel, pour l'histoire des sciences sociales en sociologie et en science politique : cette thématique de recherche est désormais inscrite dans les axes de centres de recherche ; des thèses importantes ont été soutenues sur ce sujet ; l'histoire des sciences sociales est présente à l'Association française de sociologie, dans le Réseau thématique « Sociologie des intellectuels et de l'expertise<sup>14</sup> » et, plus récemment, dans celui intitulé « Histoire de la sociologie ». Bref, l'intérêt pour l'histoire des sciences de l'Homme ne me semble pas en déclin, même s'il reste connecté aux renouvellements qu'elle peut apporter sur des objets classiques de sciences sociales, en particulier sur la question des rapports savoirs/pouvoirs, ou aux formes de réflexivité qu'elle permet d'introduire dans les pratiques de recherche actuelles.

**Wolf Feuerhahn** : L'évolution de l'histoire des sciences humaines et sociales, je l'observe, d'abord, depuis une formation qui m'a conduit à traiter un sujet relativement marginal dans une discipline centrale. Autrement dit, je m'intéressais aux rapports entre sociologie et psychologie dans le cadre d'une thèse de philosophie, avec comme l'un des points de mire le travail de Max Weber. Tout est parti d'un texte de Max Weber, « Roscher et Knies et les problèmes logiques de l'économie politique historique<sup>15</sup> », et puis la thèse traite de Max Weber, certes, mais pas du tout uniquement de cela<sup>16</sup>. L'idée était double. Il s'agissait d'abord de prendre des distances par rapport au panthéon et aux canons de la discipline « philosophie » et au fait que la sous-discipline de l'histoire de la philosophie, qui est une pratique très structurée, qui s'est institutionnalisée en France au XIX<sup>e</sup> siècle à travers ses exercices (explications et commentaires de textes) et qui ne se pose aucune question de méthode, sorte au moins déjà de son canon d'auteurs légitimes. L'idée était qu'elle s'intéresse non plus simplement à remplir sa fonction dans le cadre du système secondaire et universitaire français, c'est-à-dire former des spécialistes aptes à occuper les postes qu'exige la préparation du concours de l'agrégation qui est au cœur du système. Comme il y a chaque année une question à l'agrégation sur un auteur classique ou un auteur contemporain, chaque département de philosophie a besoin d'un spécialiste de philosophie allemande, d'un spécialiste de phénoménologie, d'un spécialiste de philosophie analytique, d'un spécialiste de Descartes ou de la « philosophie classique » etc. pour préparer les candidats à l'agrégation. Les pratiques sont préformatées et se reproduisent de ce fait.

<sup>14</sup> AFS RT 27 | *Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoir et pouvoir* : <http://www.socio-intellectuels.msh-paris.fr/> (consulté le 8 avril 2019).

<sup>15</sup> « Max Weber et l'explication compréhensive » article précédé de la traduction partielle d'un essai épistémologique de Max Weber inédit en français et intitulé « Roscher et Knies et les problèmes logiques de l'économie politique historique » (1903-1906), *Philosophie*, 85, printemps 2005, p. 3-41, <https://doi.org/10.3917/philo.084.0003>.

<sup>16</sup> Wolf Feuerhahn, « Résumé de thèse : *Une science des qualités humaines. Max Weber et les débats sur la fonction de la psychologie pour les sciences de l'Homme* », *Bulletin de la Société Française d'Histoire des Sciences de l'Homme*, 31, hiver 2007, p. 72-77.

L'idée était aussi d'introduire des interrogations sur la pratique de l'histoire des sciences humaines et sociales et de la philosophie : s'interroger sur les choix de méthodes, d'outils, de périodisations... ce qui n'est quasiment jamais fait en histoire de la philosophie. Ainsi, sous couvert d'une thèse de philosophie, c'était la possibilité de faire une thèse d'histoire des sciences humaines et sociales puisque l'histoire des sciences humaines n'existe pas à l'université mais aussi de défendre l'idée qu'il fallait faire de l'histoire de la philosophie autrement en mobilisant les réflexions méthodologiques des historiens, des sociologues, des anthropologues des sciences et des savoirs. De manière générale, ce qui m'intéresse particulièrement dans l'histoire des sciences humaines et sociales c'est la pluralité de ces sciences et leurs rapports ou éloignements. Je ne pratique pas vraiment une histoire disciplinaire, ce qui m'intéresse ce sont les passages de l'une à l'autre, les emprunts, les opérations de traçage de frontières (*boundary-working*)<sup>17</sup>, de distinctions ou au contraire de pratiques d'interdisciplinarité au sein de ces sciences et en interaction avec les sciences formelles, expérimentales ou, plus généralement, de la nature. Voici les questions qui m'occupent.

**Olivier Orain** : J'ai vécu une autre forme de prise de distance disciplinaire, pas de la philosophie mais de la géographie. Je me suis retrouvé, de manière un peu accidentelle, pendant trois ans de ma vie à faire de la géographie : entre 1988 et 1991, étant dans la nécessité d'intégrer un cursus universitaire après des années de classes préparatoires. Or à partir de 1991, j'ai conçu l'épistémologie et l'histoire de la géographie comme une façon de renouer avec mes tropismes principaux. En effet, c'est le moment où je me suis très clairement rendu compte, sur la fin de ces trois ans, que le genre d'activité que j'avais envie de pratiquer était de l'ordre de l'interprétation, d'opérations intellectuelles relevant essentiellement de la critique littéraire et plus largement d'une gamme d'analyses de discours de diverses sortes. Je voulais faire des choses de ce genre, bien moins faire du traitement de données, des cartes ou de l'enquête de terrain. La porte de sortie a été que j'allais faire de la géographie non pas un métier mais un objet de travail. Dès 1991-1992, me formant et me socialisant en épistémologie et histoire de la géographie, j'ai commencé aussi à assister aux colloques annuels de la SFHSH de cette époque-là. Pendant plusieurs années, je m'y suis senti heureux et dans mon élément. C'était une époque très active où s'illustraient Claude Blanckaert, Éric Brian et quelques autres. À partir de 1992, j'ai fait de l'histoire et de l'épistémologie de la géographie. Je me suis formé en parallèle à l'épistémologie et à l'histoire des sciences (en général) pendant de nombreuses d'années, pour m'apercevoir aussi au

<sup>17</sup> Voir l'article séminal : Thomas F. Gieryn, « Boundary-Work and the Demarcation of Science from Non-Science: Strains and Interests in Professional Ideologies of Scientists », *American Sociological Review*, 48/6, 1983, p. 781-795, DOI :10.2307/2095325. Parmi mes travaux, voir Wolf Feuerhahn, « Partages politiques des savoirs. Lettres versus sciences, *Geisteswissenschaften* versus *Naturwissenschaften* (1800-1918) », dans D. Pestre (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, t. 2, K. Raj et O. Sibum (dir.), *Modernité et globalisation*, Paris, Seuil, 2015, p. 92-113.

bout de dix-quinze ans que j'avais besoin de me « décroïsonner » et de travailler avec d'autres praticiens en histoire, histoire des sciences, histoire des sciences humaines, histoire intellectuelle, etc. J'ai participé pendant dix-quinze ans à un écosystème quand même assez particulier : l'équipe Épistémologie et histoire de la géographie (EHGO) où je faisais ma thèse. C'était un environnement extrêmement nourricier, stimulant, qui était en prise justement avec la SFHSH et plein d'autres mondes. Pascale Rabault-Feuerhahn a évoqué la SHESL, le seul « petit monde » auquel on pourrait le comparer, même si EHGO était encore plus petit, n'avait pas de revue propre, etc. En revanche, il a produit de belles œuvres collectives comme *Du milieu à l'environnement* (1992), *Dans le labyrinthe des formes* (2000), *Couvrir le monde* (2006, auquel j'ai participé)<sup>18</sup>. Trop peu d'historiens des sciences connaissent ces travaux. Ils doivent tous énormément à Marie-Claire Robic, qui a été la maîtresse d'œuvre de ces recherches collectives. Au milieu des années 2000 un nouveau départ dans ma vie professionnelle et un déménagement à Paris m'ont permis d'engager enfin des interlocutions multiples avec des gens qui venaient d'autres champs historiographiques. J'ai été un peu déçu car l'interconnaissance interdisciplinaire était limitée, hormis tropismes individuels. J'ai été très frappé quand j'ai organisé un colloque sur Mai 68 en 2008 de voir que les historiens et historiennes d'un autre champ avaient afflué en masse pour le début de la session qui les concernait directement et étaient repartis à la fin de celle-ci, que c'était pareil pour d'autres à des échelles plus modestes. Et puis, surtout, une autre expérience marginale a été absolument constitutive, à savoir que l'histoire de la géographie n'intéresse pas grand monde à part les historiens de la géographie (et certains géographes). La plupart des gens manifestent un grand désintérêt pour ce sujet, le renvoyant à une condition marginale, reflet d'un certain mépris pour les géographes dans le vaste champ des SHS. Par effet de transfert, ce dédain se retrouve à l'égard des historiens de cette discipline, comme il peut y avoir un dédain des historiens des sciences de la nature à l'égard des historiens des sciences humaines. Donc, c'est à partir de ce point de vue là que j'interviens. Aujourd'hui je n'ai pas envie néanmoins de m'enfermer dans l'histoire de la géographie<sup>19</sup>, tout en voulant continuer à la développer dans l'idée d'un retournement de stigmaté, de montrer qu'on peut dire des choses intéressantes sur un corps de métier dévalué. Il y a des choses extrêmement intéressantes à examiner quand on fait de l'histoire de la géographie : un rapport aux formes de figuration non discursives (images, schémas, modèles, etc.) assez riche, des expériences extra-académiques très diverses, un rapport au pouvoir

<sup>18</sup> Marie-Claire Robic (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 1992 ; ead., *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le Labyrinthe des formes*, Paris, CTHS, 2000 ; ead., *Couvrir le monde. Un grand vingtième siècle de géographie française*, Paris, ADFP, 2006.

<sup>19</sup> L'introduction et l'article « Une fertilisation paradoxale » dans le volume *Les « années 68 » des sciences humaines et sociales (Revue d'histoire des sciences humaines [RHSH], 2015, n° 26)* puis l'introduction de *Penser par Écoles (RHSH, 2018, n° 32)* ont été des jalons dans ce changement d'échelle et cette diversification.

politique assez singulier. Sans parler d'élaborations conceptuelles, par exemple sur les catégories d'« espace » ou de « territoire », qui sont assez méconnues, sans doute parce que peu diffusées et souvent assez ardues pour les néophytes. Tout simplement il faut aller les comprendre là où ils sont compréhensibles. Et puis aussi, j'ai toujours une profonde envie de dialogue avec des spécialistes d'autres mondes, si possible à partir de communes préoccupations.

**Bertrand Müller** : J'ai été formé dans les années 1980 par des gens qui étaient directeurs d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) entre autres, qui faisaient de l'histoire de la famille, de l'histoire du livre, plus généralement de l'histoire des mentalités et de la culture et qui, dans ce moment de crise de l'histoire, ont orienté leurs réflexions sur les questions historiographiques et sur les questions d'histoire des sciences de l'Homme. Je faisais partie d'une génération de jeunes chercheurs, séduits par les problèmes et les perspectives d'une histoire des sciences de l'Homme. Je n'étais pas le seul, il y avait Olivier Dumoulin, il y avait François Dosse, d'autres encore, Giuliana Gemelli notamment, qui avons participé au séminaire sur l'École des Annales en 1980-1981 qui s'est tenu à l'EHESS. Nous avons investi nos propres recherches, nos doctorats, sur l'idée que ce domaine allait se développer, qu'il allait s'institutionnaliser. Quand je parlais tout à l'heure des rapports à l'archive, à l'épistémologie, il faut rattacher cette réflexion à l'histoire institutionnelle de l'histoire des sciences de l'Homme. Mais précisément il n'y a pas eu, il n'y a pas d'histoire institutionnelle de l'histoire des sciences de l'Homme. Je pense, par exemple, à l'histoire de l'histoire en France, à l'historiographie, elle a été portée à Paris, surtout à Paris, par des historiens de ma génération comme Patrick Garcia, Christian Delacroix et François Dosse qui ont beaucoup milité pour ça. Or, à aucun moment, ils n'ont obtenu de postes universitaires qui correspondaient à ce profil-là. F. Dosse s'est taillé une réputation grâce à ses très nombreux livres, mais il n'a jamais eu de poste central à l'université. L'histoire de l'histoire a été inscrite pendant quelques années dans les programmes du capes et à l'IUFM, mais cette position s'est encore marginalisée et plutôt amenuisée. À ma connaissance, il n'y a aucune chaire créée, en France et à l'étranger. En Suisse, il n'y en a pas. J'ai été appelé à Genève en 1998 pour donner le cours d'histoire de l'histoire confié auparavant à des enseignants prestigieux, Krzysztof Pomian ou François Hartog, mais ils intervenaient en tant qu'invité. Le projet de créer une unité d'histoire des sciences, regroupant l'histoire des sciences, de la médecine et des sciences sociales, a lamentablement échoué et mon enseignement disparaîtra après ma retraite, dans un an. En France, il n'y en a pas, en Allemagne, quelques-unes peut-être.

À la différence de l'histoire des sciences qui a pu s'institutionnaliser à un moment mais qui est aussi en retrait maintenant un peu partout, l'histoire des sciences humaines et sociales n'a jamais connu cette phase d'institutionnalisation qui s'est concrétisée par la création de chaires, de revues, d'associations, de programmes de recherche.

L'histoire des sciences de l'Homme demeure de tous ces points de vue un domaine très marginal. Quand on fait référence à la belle et grande histoire de l'histoire des sciences de l'Homme, c'est pour rappeler des départs, enthousiastes certes et productifs, sans suite ni incrustation concrètes. Pour ma part, j'ai été frappé de voir comment les enjeux de l'histoire des sciences humaines en particulier de l'histoire de l'histoire se sont transformés. Si l'histoire de l'histoire n'est pas devenue un domaine autonome, elle a occupé en revanche une grande place dans les reconfigurations disciplinaires de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Je reviens sur la question de la microhistoire, parce que c'est un débat intéressant et peut-être symptomatique. Comment la microhistoire est-elle arrivée en France ? Comment est-elle devenue une sorte de norme de l'historiographie française ? Quelles sont les personnes qui ont porté ce programme ? Au détriment de quel autre programme ?

L'histoire des sciences de l'Homme affirmait un peu naïvement une vertu plus réflexive, moins investie politiquement au sens d'une politique de la science. Marginalisée d'un point de vue institutionnel, comme programme de recherche elle s'est marginalisée parce qu'elle n'a pas su se profiler avec autorité sur les questions du temps présent.

Mon regard rétrospectif est un peu mélancolique, j'en conviens. Mais il l'est aussi pour deux autres raisons. D'une part, parce que l'histoire des sciences de l'Homme est un discours qui contient un refoulé important. Les controverses intellectuelles, les enjeux institutionnels, les luttes de concurrence oblitèrent souvent des rivalités et des jalousies personnelles, trop humaines certes, mais dont les effets sur les disciplines ne sont pas aisément identifiables. À cet égard, j'ai beaucoup et j'aime je crois toujours beaucoup la personnalité de Lucien Febvre. Il n'a jamais cherché à cacher sous une fausse sincérité ses opinions souvent très dures sur certains de ces collègues, publiquement, dans ses comptes féroces (ils l'étaient souvent moins que les comptes rendus abrupts de Marc Bloch), mais aussi, à l'évidence, en privé, ou dans l'espace réservé de ses correspondances. On le lui a souvent reproché, et on le lui reproche encore, tout en euphémisant la violence actuelle des rapports interpersonnels, exacerbée par les effets de la concurrence et de la précarisation des postes. Comment rendre compte de cela ? Comment rendre compte de la potentielle rivalité personnelle transfigurée dans les clivages intellectuels ? Comment comprendre non pas la violence des positions de Febvre, mais les attitudes offusquées qu'elle provoque aujourd'hui encore. Je ne peux m'empêcher de revenir également sur une autre question : la mémoire de Febvre est entachée depuis au moins quarante ans par des accusations, parfois à peine retenues, de collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sont moins les accusations, infondées, qui m'ont gêné que les procédés utilisés, parfois à la limite de la diffamation, sans aucun souci de l'argumentation ou de la preuve, sans qu'il soit possible d'en discerner aisément les intentions et les raisons. Le pavé de l'histoire des sciences de l'Homme n'est pas fait que de bonnes intentions !

**Claude Blanckaert** : D'un paradoxe étrange, l'histoire des sciences de l'Homme semble garder aujourd'hui encore une allure pionnière et même défensive. Faudrait-il toujours justifier son existence ou conclure, avec Georges Gusdorf, que personne ne l'enseigne parce qu'elle n'est pas faite ? La dramatisation est exagérée. Dans les années 1970, quand l'historien Alain Drouard parlait de « Terra incognita », cette vaste nébuleuse avait pourtant de solides interprètes et une bibliothèque de référence où Clarence Glacken et Robert Lowie côtoyaient John Burrow, George Stocking, Terry Clark, Sergio Moravia, Michel Foucault ou... Georges Gusdorf. Autrement dit, avant nous il n'y avait pas rien. Et l'histoire des idées, l'histoire de la « pensée » comme on disait alors, n'était pas suspendue sur coussin d'air. Loin de cette caricature, nul n'ignorait les pratiques institutionnelles, les contextes idéologiques, le registre de controverses, les pesanteurs sociales. De fait, les textes – d'inspiration souvent marxiste – qui s'ensuivaient mobilisaient cette étiquette sans rompre le fil d'une continuité féconde. En faisant litière de ce passé somme toute prometteur, la nouvelle génération d'historiens a perdu plus ou moins le sens de cette ouverture. Spécialisation oblige et encouragée, elle se condamnait à ressasser les annales disciplinaires, comme s'il fallait à nouveaux frais fonder les « fondateurs ». Qu'importe, dira-t-on, l'érudition – toujours indéclinable – y gagne et avec elle l'esprit d'un collectif. Mais l'histoire disciplinaire domine nos domaines. C'est un fait constant en linguistique, en archéologie ou en sociologie. Elle a dorénavant ses collections et revues, ses sessions de congrès et, parfois, ses sociétés savantes et enseignements. De prime abord, l'évolution est favorable. Cependant, sans même parler d'un agrément interne fort variable par sa durée et des difficultés d'insertion professionnelle que rencontrent trop d'historiens « transfuges », la science historique et l'histoire des sciences elle-même peuvent ignorer la qualité de tant de travaux épars qui ont si bien enrichi notre compréhension. La méconnaissance est égale d'une science sociale à une autre. La décennie 1985-1995 a amorcé un dialogue volontariste entre chercheurs aspirant à se (re)connaître et se compter, à identifier leurs objets communs, la manière d'en traiter et de rendre visibles autant d'interfaces insoupçonnées. La SFHSH a rempli cet office dès sa création en avril 1986 en organisant des colloques généralistes, ou transversaux, qui mettaient l'accent sur l'architecture propre au champ considéré, disons son mouvement d'ensemble, sans mésestimer les spécificités et hétérochronies disciplinaires. Selon un mot d'époque, il fallait « forcer la chance » et contrecarrer le misonéisme des institutions de recherche. Beaucoup de publications témoignent doublement et de cet activisme et de ses réalisations. Au déclin d'influence de la SFHSH, « victime » écrivait-on sans rire de son propre succès, seule l'activité éditoriale soutenue a contrebalancé les tendances centrifuges et le quant-à-soi des histoires disciplinaires prospérant en parallèle. C'est souligner le rôle pilote d'une publication comme la *Revue d'histoire des sciences humaines* qui a non seulement maintenu durant tant d'années ce cap fédérateur mais manifesté, par sa dynamique propre, la variété thématique du champ SHS et sa vraie dimension temporelle. L'impact du collectif ne saurait être trop souligné.



**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : On a commencé à aborder la deuxième question, à savoir si vous avez le sentiment que l'histoire des sciences humaines est un domaine en position précaire.

**Thomas Hirsch** : Institutionnellement, l'histoire des sciences humaines, comme l'ont rappelé Bertrand Müller et Claude Blanckaert, n'existe pas : elle est donc assez radicalement précaire. Mais je crois qu'elle l'est aussi sur le plan intellectuel. Les historiens, la chose est entendue, n'ont pas et n'ont d'ailleurs jamais eu le monopole de l'usage du passé qu'ils étudient. Toutefois, la particularité de notre domaine à cet égard est que nous sommes constamment confrontés à d'autres usages *savants* de ces passés. Les sciences humaines mobilisent en effet constamment leur passé. Elles le mobilisent pour constituer des récits disciplinaires, à vocation pédagogique et identitaire, récits plus ou moins naïfs selon les cas qui, pour le dire vite et de manière un peu caricaturale, conduisent, par un canon de livres et d'auteurs changeant en fonction des orientations de l'heure, et par la magie d'un processus téléologique étiqueté « institutionnalisation », d'une enfance héroïque à la maturité présente. Elles le mobilisent aussi – et c'est peut-être une différence avec l'histoire des autres sciences – parce que la revisite un peu « braconnière », pour reprendre l'image de Michel de Certeau, mais qui ne se donne pas toujours comme telle, d'auteurs et de textes du passé est dans les sciences humaines un des ressorts de l'innovation. Ces deux types d'usages, distingués un peu schématiquement mais qui s'entremêlent dans la pratique, sont du reste tout à fait légitimes, voire nécessaires : « c'est ainsi que changent les croyances qui rendent possibles nos sciences, c'est ainsi que se renouvellent les outils cognitifs dont elles ont besoin », écrit à raison Christian Topalov. L'un dans l'autre toutefois, la pertinence éventuelle d'une histoire historique des sciences humaines n'est pas perçue comme évidente, en particulier chez les historiens d'ailleurs très circonspects vis-à-vis de tout ce qui pourrait s'apparenter à une histoire des idées ; et c'est ainsi plutôt la philosophie des sciences sociales qui, ces dernières années, me semble avoir le vent en poupe. Pourtant, l'histoire des sciences humaines, pour peu qu'elle ne se referme pas sur des enjeux disciplinaires internes, peut être un moyen de connecter histoire sociale, culturelle, politique, intellectuelle ; en un mot, elle peut être une manière, non moins légitime qu'une autre, de faire de l'histoire, et par là d'éclairer le présent.

**Claude Blanckaert** : La fragilité du secteur « Histoire des sciences de l'Homme » me semble peu ou prou comparable à celle de l'histoire des sciences tout court. Faible recrutement, faible audience, éclatement des formations et des moyens d'insertion. Avec cette différence : plus qu'en histoire des sciences, la sociologie d'un métier se reflète dans l'auto-représentation des jeunes docteurs. Ils cherchent à monnayer leurs nouvelles compétences dans leur domaine propre, publient préférentiellement dans les revues des pairs et se détournent même des procédures qualifiantes parmi les historiens. Ainsi le nombre de dossiers de candidature évalués par la section 72 du CNU

[Épistémologie, histoire des sciences et des techniques] ne correspond pas à la production universitaire réelle et avérée. La marginalité tourne alors au parochialisme dans tous ses effets : repli sur le disciplinaire, bénéfique mémoriel du « contemporain » et, quoi qu'on veuille s'en prémunir, retour au « folklore pieux » d'une histoire sanctionnée. C'est une stratégie parfois gagnante (en économie, en sciences du langage, en histoire du droit), souvent payée d'échec ou d'amertume (ostracisme), épistémologiquement ruineuse par le mimétisme de sa reproduction. L'objet, pourtant construit, de l'historien se confond finalement avec le manuel opératoire de la science concernée et l'on ne manque guère d'« histoire sociologique de la sociologie » ou d'« anthropologie de l'histoire de l'anthropologie », etc. Les philosophes s'en faisaient spécialité. Ce caractère spéculaire s'observe magistralement en psychanalyse mais il ne faudrait pas creuser profond pour retrouver semblable réflexe en bien d'autres lieux.

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Nos échanges jusqu'ici le font déjà nettement ressortir : il y a indubitablement de gros enjeux de légitimité, que l'on ne peut comprendre que sur l'arrière-fond des rapports de force entre disciplines et de leurs hiérarchisations (plus ou moins) implicites. Peut-être devrions-nous tout simplement cesser de nous justifier de nos pratiques et de nos objets, et nous contenter de faire notre travail.

J'évoque ce problème de la légitimation en ayant conscience que ma propre position est très privilégiée ! D'une part, grâce à la latitude que laissent les études allemandes en tant que champ « aréal ». D'autre part, parce qu'être chercheur au CNRS permet de s'affranchir, au moins dans une certaine mesure, des découpages en vigueur à l'université. Je pense qu'on est un certain nombre dans la communauté des chercheurs en histoire des sciences humaines à être très redevable au CNRS de ce point de vue. Je ne pense pas que j'aurais pu bénéficier d'une aussi grande liberté intellectuelle dans un autre cadre. Mais je dois dire qu'au sein du CNRS je relève de la section 35, qui rassemble les disciplines à base philologique, qui ont un rapport avec le texte, de la philosophie à la musicologie en passant par l'histoire de l'art ou la littérature. La philosophie des sciences et l'histoire des sciences font partie des attributions de la section. L'histoire des sciences est aussi partie intégrante des sections 32 et 33 (d'histoire antique, médiévale, moderne et contemporaine). Cela fait donc plusieurs lieux possibles d'inscription pour les historiens des sciences. Malheureusement la pénurie générale de postes limite grandement ces possibilités, et cette situation tendue des recrutements conduit aussi les sections à se « renvoyer la balle » des candidatures des historiens des sciences. Un accent épistémologique aura tôt fait de faire classer le dossier du côté de la « philosophie » des sciences, l'attention prêtée aux textes sera rapidement interprétée comme un travail « philologique et pas historique », etc. Tandis que, réciproquement, une démarche d'histoire sociale ou institutionnelle des sciences sera susceptible d'être considérée par la section 35 comme relevant de ses consœurs historiennes. Ces subtilités administratives sont moins anecdotiques qu'il n'y

paraît. Elles révèlent à mon sens la situation d'entre-deux dans laquelle l'historien des sciences se retrouve très facilement et qui découle de l'absence de lieu institutionnel vraiment dédié. Trop philosophe pour les uns, trop historien pour les autres, parfois même trop « littéraire »... il faut sans cesse naviguer, selon les interlocuteurs, entre les soupçons d'excès théorique ou au contraire d'ancrage excessivement empirique. Je l'éprouve régulièrement en tant que venant des études germaniques (et indiennes) : c'est confortable de n'avoir à se justifier ni face aux philosophes, ni face aux historiens, mais en même temps c'est aussi être condamné à n'être jamais reconnu ni vraiment l'un ni vraiment l'autre. Pourtant je crois que la pluralité des approches devrait justement être envisagée comme la richesse de ce champ qu'est l'histoire des sciences (humaines ou pas, d'ailleurs). Pour ma part, j'assume pleinement de pratiquer une histoire des sciences à fondement philologique, c'est-à-dire, attentive aux textes et aux contenus, étudiés dans leurs langues originales – ce qui n'exclut pas de faire entrer en jeu l'histoire sociale, politique et institutionnelle, bien au contraire.

En fait, la question de la légitimité ne se joue pas seulement au niveau des disciplines, elle s'étend aussi au statut des acteurs de l'histoire des sciences. On sait toute la défiance qu'inspirent souvent aux représentants d'une science les travaux réalisés sur celle-ci par des gens qui en sont extérieurs. Ensuite, il y a aussi la question de savoir si l'histoire des sciences humaines est un domaine à part entière ou bien une branche de la science historique. Et enfin, on peut distinguer entre les historiens des sciences « de profession » et ceux qui pratiquent l'histoire des sciences de manière périphérique par rapport à leur occupation principale. Au fond, un peu tout le monde s'empare de l'histoire des sciences : les bibliothécaires et archivistes qui veulent valoriser leur fond, un enseignant qui veut se distraire de ses sujets habituels, un autre qui y voit une bonne entrée en matière pour son cours... Une sorte d'approche par la bande, qui à force d'être récurrente et banalisée, devient presque plus légitime que notre travail de mineurs de fond.

Enfin, un dernier aspect peut-être, concernant les problèmes de légitimation de l'histoire des sciences humaines. Pour rebondir sur les propos de Bertrand Müller concernant le présentisme, il me semble que c'est là un terrain extrêmement glissant. À mon avis, le présentisme est tout à fait souhaitable tant qu'il s'agit de montrer que nos travaux sont porteurs d'enjeux très pertinents pour notre période actuelle. Par exemple, mon travail sur la formation et la structuration de l'orientalisme devient tout de suite beaucoup plus audible quand j'évoque la très forte résonance, pour un Russe, un Turc ou même un Grec, de la question de savoir si sa culture est appréhendée comme orientale ou comme occidentale. En même temps, le problème c'est que dans la pratique scientifique, et notamment chez les philosophes – mais ce ne sont pas les seuls –, le présentisme est souvent une manière de vouloir actualiser les problématiques et notamment de s'ériger en juge de ce qui mérite d'être mis au goût du jour,

des auteurs, des débats et des catégories à remobiliser (sans aucune inquiétude quant au fait de les sortir complètement de leur contexte).

**Dylan Simon** : Je partage en tout point les réflexions de Pascale Rabault-Feuerhahn. Je crois que l'on est tous confronté à cette question du classement ou de l'étiquetage de nos recherches et trajectoires. Bien souvent, l'historien de la sociologie est sociologue pour les historiens, historien pour les sociologues, de même pour l'historien de la géographie ou de l'anthropologie (même si c'est sans doute moins vrai dans cette dernière discipline). De manière implicite, il y a quelque part l'idée que le *vrai* sociologue ou le *vrai* géographe mène des recherches empiriques, statistiques, de terrain, etc. Travailler sur l'histoire de ces savoirs paraît intempestif, au sens d'inactuel, parfois même démodé par rapport aux questions contemporaines. Cette partition des savoirs – qui est également une partition des perceptions savantes – apparaît nettement lors des recrutements à l'Université ou au CNRS, lorsque l'impétrant doit inscrire son travail dans une approche disciplinaire. Le manque d'adéquation disciplinaire est alors un prétexte aisé pour recaler un candidat (même au CNRS dans certaines sections). L'anecdote est révélatrice : un anthropologue me disait récemment que Christine Laurière avait été la seule à être recrutée en anthropologie au CNRS avec une thèse d'histoire de l'anthropologie<sup>20</sup>. Il ajoutait qu'aujourd'hui, ça ne pourrait plus être le cas... De même en géographie où les historiens de la discipline sont peu nombreux au CNRS, comme pourrait en témoigner Olivier Orain. En cela, il y a nécessairement une précarité institutionnelle pour ceux qui veulent, à l'avenir, s'orienter dans ce domaine. Faire une thèse autour de l'histoire d'une ou de plusieurs disciplines apparaît moins attractif en termes de carrière, surtout dans le contexte actuel de baisse des financements étatiques pour la recherche et l'enseignement supérieur. Ce n'est d'ailleurs pas seulement un problème institutionnel ou sociologique, c'est également un problème épistémologique : le propos d'un professeur émérite non spécialiste de l'histoire de sa discipline ne sera-t-il pas davantage reçu ou visible que celui d'un chercheur sans poste spécialiste du sujet ? L'incidence de ces déterminants sociaux, matériels et institutionnels sur le devenir des idées n'est évidemment pas négligeable, en témoigne justement l'histoire des sciences humaines et sociales. Je souscris aussi à ce que dit Pascale Rabault-Feuerhahn sur l'investissement du champ par des non spécialistes. On pourrait multiplier les exemples. Je prendrai le cas de l'histoire. Il est significatif que nombre d'historiens (professionnels) qui étudient leurs prédécesseurs se sentent spécialistes d'historiographie alors qu'ils peuvent parfois relever de périodes très lointaines. Tout se passe comme si la familiarité avec une période ou une œuvre, c'est-à-dire avec les problèmes soulevés par un auteur, valait compétence épistémologique ou historiographique pour étudier l'inscription de cet auteur dans des enjeux et contextes contemporains. Je pense par exemple à certains

<sup>20</sup> Voir la thèse publiée : Christine Laurière, *Paul Rivet. Le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum, 2008.

travaux sur Georges Duby ou Ernst Kantorowicz qui sont principalement dus à des historiens médiévistes<sup>21</sup>. Il est évidemment heureux que ces publications existent. Elles comblent souvent de véritables lacunes. Pourtant, de nombreuses thèses d'historiographie ont récemment été soutenues : plusieurs d'entre elles à l'EHESS sous la direction de François Hartog, notamment celle évoquée de Thomas Hirsch et celle de Felipe Brandi<sup>22</sup>, ou à Toulouse sous la direction de Pascal Payen et Corinne Bonnet (concernant l'historiographie contemporaine de l'antiquité). Reste, de nouveau, la question de la reconnaissance institutionnelle de ces jeunes chercheurs, comme l'indiquait Bertrand Müller précédemment au sujet de certains « pionniers » – je n'aime pas le terme, mais c'est celui qui me vient à l'esprit – de l'historiographie. Sarah Rey<sup>23</sup>, par exemple, est recrutée à l'Université en histoire romaine. Cela rejoint de ce que disait Wolf Feuerhahn à propos de la philosophie. En histoire, le fonctionnement universitaire par périodes (antique, médiévale, moderne, contemporaine) et la nécessité de recruter des spécialistes dans chacune d'entre elles laisse ainsi peu de place à l'institutionnalisation de l'historiographie. On pourrait dire la même chose de la géographie.

**Nicolas Ginsburger** : J'aimerais mettre en tension d'un côté un sentiment qui a été développé ici par plusieurs d'entre nous, un sentiment de crise, presque de décadence de cette histoire des sciences humaines, et de l'autre l'impression d'une profusion d'études sur nos sujets, tous azimuts quoique de qualités diverses. Arrivons-nous ici à lire ce qui s'écrit en histoire des sciences humaines chaque année à travers le monde ? J'en doute, même si je sais bien que certains, et c'est sans doute vrai, pensent qu'on devrait moins écrire et plus lire ce qui a déjà été écrit pour ne pas redécouvrir ce qui a déjà été dit. Il y a probablement l'effet de globalisation de l'histoire, avec de plus en plus d'auteurs qui veulent faire leur place au soleil, mais je me demande s'il n'y a pas une situation française d'un côté, une situation internationale de l'autre sur l'histoire que nous essayons de développer, ce qui ne veut pas forcément dire qu'il y a une institutionnalisation supérieure dans les autres pays mais ce qui nuance quelque peu cette image pessimiste de la sous-discipline.

**Isabelle Gourné** : Je partage le sentiment qu'a exprimé Nicolas Ginsburger sur la situation paradoxale de l'histoire des sciences de l'Homme, marquée, d'un côté, par une précarité institutionnelle et, de l'autre, par une certaine profusion des recherches.

<sup>21</sup> Patrick Boucheron et Jacques Dalarun (dir.), *Georges Duby, portrait de l'historien en ses archives*, Paris, Gallimard, 2015 ; Alain Boureau, *Kantorowicz. Histoires d'un historien*, Paris, Les Belles Lettres, 2018 ; Robert E. Lerner, *Ernst Kantorowicz. A life*, Princeton, Princeton University Press, 2017.

<sup>22</sup> Felipe Brandi, *Georges Duby : penser l'histoire. La construction d'un modèle d'histoire sociale en France (1950-1980)*, thèse de doctorat, EHESS, 2017.

<sup>23</sup> Sarah Rey, *Comment on a écrit l'histoire antique à l'École française de Rome (1873-1940)*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Jean Jaurès, 2009 ; publiée en 2012 sous le titre *Écrire l'histoire ancienne à l'École française de Rome (1873-1940)*, Rome, École française de Rome.

Cette situation peut en partie s'expliquer par le fait que l'histoire des sciences de l'Homme s'est développée, depuis les années 1970, à partir d'un effort collectif pour rompre avec les récits disciplinaires canoniques. Cette démarche a reposé sur une coalition de chercheurs d'horizons divers (venus de l'histoire, de la psychologie, de la philosophie, de la sociologie, de l'ethnologie, de la science politique, etc.), autour d'une même ambition, celle d'ancrer l'histoire des sciences de l'Homme dans une approche historique (avec le refus du présentisme, le recours aux archives, etc.). Pour autant, l'histoire des sciences de l'Homme n'a pas réussi, il me semble, à se constituer en véritable programme de recherche unifié, articulé, malgré les renouvellements importants. Les approches sont encore très diversifiées, notamment sur ce que doivent être le mode de contextualisation, le registre de description et d'explication, et aussi sur ce que doit être la finalité de l'histoire des sciences sociales. Reste un débat latent qui refait surface de temps en temps, et on le voit bien ici dans notre discussion : l'histoire des sciences de l'Homme doit-elle être une histoire comme une autre ? Ne risque-t-elle pas alors de s'enfermer dans une histoire d'érudits ? Ou bien a-t-elle une finalité autre ? Celle d'expliquer, de déconstruire les façons de penser dont on hérite, de fournir les instruments d'une réflexivité pour les sciences sociales d'aujourd'hui ? Dans ce cas, comment articuler l'histoire des sciences sociales avec les débats actuels, sans pour autant céder à de nouvelles formes d'instrumentalisation dans les luttes intellectuelles du moment ?

**Emanuel Bertrand** : Ce qui a été dit permet de dégager une dimension importante : le contraste entre une certaine précarité institutionnelle, déjà évoquée, et une authentique profusion de travaux de recherche que l'on peut légitimement subsumer sous l'intitulé « histoire des sciences humaines et sociales. » Probablement, peu de chercheurs s'auto-labellisent comme chercheurs en histoire des sciences humaines et sociales, mais, de fait, comme Monsieur Jourdain faisant de la prose, beaucoup de chercheurs en sciences humaines et sociales font, pour une part notable de leur activité, de l'histoire des sciences humaines et sociales. Un constat me semble symptomatique à cet égard, au niveau de la *Revue d'histoire des sciences humaines (RHSH)* : l'extrême diversité des livres dont nous rendons compte dans la section « Débats, chantiers et livres ». Lorsque nous nous demandons s'il est pertinent de publier une recension de tel ou tel ouvrage, nous avons plutôt tendance à privilégier une vision très inclusive, très intégratrice du périmètre de l'histoire des sciences humaines et sociales. Chaque année, il paraît en effet un très grand nombre d'ouvrages qui peuvent être considérés comme relevant de ce domaine. Mais, paradoxalement, peu de chercheurs affirment explicitement faire de la recherche en histoire des sciences humaines et sociales. S'il est vrai qu'il existe une précarité institutionnelle de ce champ d'études, je ne crois donc pas que l'on puisse dire que ce domaine est précaire en termes de production de connaissances académiques.

**Thibaud Trochu** : À ma petite échelle, je verrais deux choses. Du point de vue de l'enseignement, cette précarité donne paradoxalement un certain confort, parce qu'il me semble que ça rend plus libre à l'égard de ce que Thomas appelait les discours édifiants à destination des entrants : lorsqu'on se trouve face à des étudiants de licence ou de master, cette approche permet d'enseigner sans être naïvement dans une réification des grands canons : je trouve qu'on a un discours qui porte mieux. Aujourd'hui, pour preuve, en Licence 3 en science politique à l'université Paris 8, j'ai trouvé utile et assez pédagogique de pouvoir dire que, d'après certains auteurs, Michel Foucault n'avait pas, forcément, une posture historique extrêmement rigoureuse<sup>24</sup>. Être capable de dire ça devant un public étudiant qui a tendance à fétichiser certains grands noms, c'est finalement s'autoriser un écart qui est, je trouve, assez confortable en tant qu'enseignant. Et d'ailleurs ça fait partie des enjeux épistémologiques que Bertrand Müller soulignait ; à savoir, que l'histoire des sciences humaines permet de déniaiser, ou même de subvertir, un certain nombre d'intériorisations de canons disciplinaires, qu'ils soient historiques, philosophiques, sociologiques, etc. En ce sens-là, l'histoire des sciences humaines me semble avoir une vertu pédagogique.

Du point de vue des chercheurs, je pense que c'est aussi l'expérience que beaucoup d'entre vous partagent. Certes, d'un point de vue institutionnel, c'est un biotope mouvant, ou même des niches écologiques informes. Ne serait-ce que dans le partage d'outils de recherche et d'opérations intellectuelles herméneutiques qu'on puisse partager dans des disciplines différentes, c'est aussi un lieu de rencontre, je pense à des échanges déjà anciens et plus récents avec Volny Fages qui vient de la physique et qui travaille sur l'histoire sociale des entreprises cosmogoniques en Europe, faite par des autorités comme par des « amateurs<sup>25</sup> ». Donc, ça reste une niche écologique propice aux rencontres entre chercheurs réflexifs qui ont le goût des opérations de critique littéraire. Je renverse le stigmaté.

**Wolf Feuerhahn** : Vous avez dit l'essentiel : l'histoire des sciences humaines et sociales occupe une position précaire au sens institutionnel ça c'est sûr, avec néanmoins la spécificité du CNRS qui a offert un salut à bon nombre d'entre nous. Mais je dirais, en même temps, que les questions posées par cette historiographie ont acquis une centralité depuis les années 1980, à partir du moment où, comme ce fut notamment le cas en histoire, on a commencé à s'interroger sur les catégories mobilisées par l'histoire sérielle des années 1960-1970, sur leur prétendue objectivité. Le fait de s'interroger

<sup>24</sup> Par exemple, Jacques Léonard, « L'historien et le philosophe, À propos de *Surveiller et punir, naissance de la prison* », *Annales historiques de la révolution française*, 288, 1977, p. 161-181 ; repris dans *Surveiller et punir de Michel Foucault. Regards critiques 1975-1979*, Presses universitaires de Caen/IMEC, 2010, p. 219-250 ; et la réponse Michel Foucault, « La poussière et le nuage », dans Michelle Perrot (dir.), *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1980, p. 29-39.

<sup>25</sup> Volny Fagès, *Savantes nébuleuses. L'origine du monde entre autorité savante et marginalités (1860-1920)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018.

sur l'historicité de ces catégories a engendré, au moins dans ce domaine-là, un certain nombre de travaux d'histoire des sciences humaines et sociales. Ceci n'empêche pas que périodiquement ne guette la réduction de l'histoire des sciences humaines à l'épistémologie ou à ce qu'on appelle, en début de thèse ou en début d'Habilitation à diriger des recherches (HDR), un « état de l'art ». Ceci me semble un point important : il faut affirmer la spécificité de l'histoire des sciences humaines et sociales par rapport à un état de l'art comme par rapport au genre de « l'ego-histoire » qui s'est développé avec l'émergence de l'HDR et du dit « mémoire de synthèse<sup>26</sup> ». Eu égard aux « états de l'art », la spécificité de l'histoire des sciences humaines et sociales me semble résider dans le fait qu'elle aborde ces questions de « catégories » par exemple non pas de manière épistémologique mais par le biais d'un travail en archives qui permet de reconstituer les controverses, de mettre en évidence les rapports de pouvoir, les institutions qui sont liées à la promotion de telle ou telle catégorie (celle de « chômeur » par exemple<sup>27</sup>). Il y a une différence cruciale entre un travail qui se veut réflexif sur le concept de « race » par exemple et cite ce qui a été écrit à ce sujet entre, au hasard, 1900 et 1980 et un autre qui s'efforce d'historiciser les usages, les débats, les confrontations, les publications, les prises de parole au sein de différentes arènes à propos du mot « race ». Il y a aussi une différence très importante entre une « ego-histoire » et un travail d'historien des sciences humaines et sociales. À vrai dire, je ne suis pas sûr qu'un historien des sciences humaines et sociales puisse présenter son ego-histoire comme un travail d'historien. Cela relève avant tout du registre testimonial. Si l'histoire des sciences humaines et sociales doit avoir un sens, elle doit donc, selon moi, être autre chose qu'un état de l'art ou une « ego-histoire ».

**Olivier Orain** : Il y a peut-être très peu de gens qui se disent historiens des sciences humaines ou des sciences sociales mais en revanche, pas mal de gens qui se diraient *part-time job*, historiens de la sociologie, historiens de l'économie, historiens de l'histoire, etc. En général, c'est pour eux une activité parmi d'autres qui peut osciller entre le hobby et une spécialité sérieuse. Par contraste, le saut depuis ce genre de spécialité plus ou moins approfondie vers le fait de se revendiquer historien des sciences humaines est, à mon avis, le moins fréquent. Je vois Jacques Roger, Claude Blanckaert, George Stocking, il y en a sans doute d'autres... Je réfléchissais sur cette question récemment et je me suis dit que les gens qui portent une histoire globale, transversale sont presque toujours des entrepreneurs de cause. Ils agrègent de manière temporaire des gens autour d'eux. Mais ces convergences s'effilochent parce que les alliances ainsi créées convertissent rarement cette cause en un mouvement puissant, justement peut-être parce qu'il faudrait qu'il y ait une reconnaissance large, un intérêt

<sup>26</sup> Sur l'émergence de ce genre, voir l'enquête collective *Histinéraires* (projet ANR porté par Patrick Garcia) : <http://www.ihp.cnrs.fr/content/histineraires> (consulté le 9 avril 2019).

<sup>27</sup> Voir, par exemple, le travail de Christian Topalov : *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.



global, une institutionnalisation. Et pour m'en tenir à un contexte français, vous dites que nous sommes quelques miraculés du CNRS autour de cette table, mais pas tous. Par contraste, il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais eu de postes, ou très tardivement. Certes, certaines sections pouvaient tenir un discours accueillant voire le concrétiser (c'est déjà plus rare) en élisant des chercheurs qui travaillent en histoire de tel objet savant ou de telle discipline. Mais il y a une sorte de darwinisme au moment de recruter des collègues, là revient le réflexe de recruter des collègues sur des « thèmes sérieux », sur « des vrais sujets ». Je me rappelle de discours ubuesques d'historiens à l'IUFM de Versailles qui expliquaient qu'ils avaient des gens à recruter en histoire de la géographie, en histoire de l'histoire, mais il fallait que ces gens-là aient d'abord fait leurs preuves dans la « vraie » histoire ou dans la « vraie » géographie. Ces discours sont rémanents, mais je voudrais nuancer l'analyse en ce que, depuis mon observatoire disciplinaire sur les géographes je n'ai jamais ressenti d'hostilité à l'encontre de l'histoire et de l'épistémologie de la géographie comme discours et pratique. Depuis trente à quarante ans, ces derniers considèrent (presque) tous que c'est un sujet important. Mais quand arrive le temps des recrutements, il en va autrement. Lorsque j'ai été recruté au CNRS en 2006, l'un des membres de la section 39 [Espaces, territoires et sociétés], avec qui je discutais dans des couloirs de l'université Toulouse Le Mirail quelques jours plus tard, m'a dit en substance : « Bon, on t'a recruté. Le prochain, ce sera dans vingt ans. » Les historiens, de leur côté, sont sans doute les plus réticents dans nos domaines à une histoire historienne de leur champ, et ça vaut aussi pour les autres formes d'histoire des sciences humaines. Je connais aussi des collègues qui venaient de la sociologie ou d'autres domaines qui se sont fait retoquer parce qu'implicitement ils ont été considérés comme un corps étranger. D'une part parce que ce n'étaient pas des vrais historiens, ils n'avaient pas l'agrégation d'histoire et autres sésames. Et puis, par ailleurs, ils travaillaient sur des sujets qui étaient une perte de temps par rapport aux « vrais sujets » de l'histoire-discipline. Au niveau du champ des SHS, il y a un faisceau de précarités. Certaines sont internes et inhérentes au fait que le champ est d'abord structuré comme une collection d'histoires indigènes qui ont, pour partie, évolué vers de l'histoire savante, par l'entremise d'indigènes qui se sont auto-formés, qui sont devenus des indigènes acculturés et ont voulu faire autre chose que de l'histoire des idées légitimante. Le second point de délicatesse réside à la jonction de ces histoires disciplinaires. L'histoire de la SFHSH a vu des tentatives opiniâtres pour essayer de faire exister ce transversal avec, en général, un ou deux acteurs particulièrement volontaristes. Jusqu'au moment où ils ont baissé les bras et où la SFHSH, après eux, a cessé de travailler à les fédérer pour seulement les réunir sur des thèmes. Cela donne, exemple fantaisiste, un colloque sur l'intime. Alors, il y aura l'intime chez les historiens, l'intime chez les sociologues, l'intime chez les ethnologues. On fait une collection et on dira que ça vaut transversalité. Je crois profondément que la recherche de la transversalité demande d'aller bien au-delà de cet effet de superposition, qu'elle

requiert notamment une mutualisation de références croisées. C'est là que je situerais la précarité externe, conçue comme une difficulté à donner de la cohérence à un niveau fédérateur. Il faut dire que les historiens des sciences humaines viennent de mondes – en tout cas, en France, même si je ne suis pas sûr que ce soit plus glorieux aux États-Unis – dans lesquels ils sont des dominés. Par suite, c'est assez difficile pour eux, à un deuxième échelon, de concevoir cet autre vivre ensemble. Cela demanderait sans doute davantage de nuance. On en discutait avec Wolf Feuerhahn et on se disait que les historiens de l'anthropologie sont très heureux entre eux. Ils vivent dans un monde relativement agréable, il faudrait voir ce que Christine Laurière en dit. Mais c'est vrai que le deuxième échelon de la fusée, faire exister un travail collectif des historiens des sciences humaines, est une tâche qu'il faut sans cesse remettre sur le métier, même si elle est passionnante.

**Christine Laurière** : Sommes-nous heureux entre historiens de l'anthropologie ? ! Si, au-delà de la boutade, vous voulez dire que règne un certain entre-soi entre les historiens de l'anthropologie et entre ces derniers qui dialogueraient essentiellement avec les anthropologues, vous avez sans doute raison. Pour moi également, recrutée par miracle, quasiment par effraction, en 2012, en section 38 au CNRS, « Anthropologie et étude comparative des sociétés contemporaines », c'est tout à la fois un engagement fort et un devoir que de publier, penser et dialoguer, d'abord avec la communauté de mes « pairs » même si je doute que ces derniers me reconnaissent comme telle. De même, à l'heure actuelle, comme le disait Dylan Simon, avec le raidissement disciplinaire que connaît l'anthropologie en France, je ne pense plus qu'un tel recrutement serait possible, ni au CNRS ni à l'EHESS encore moins à l'université. Dans mes activités institutionnelles et scientifiques, les anthropologues constituent dans mon esprit le premier lectorat auquel je m'adresse, même s'ils ne sont pas les seuls et qu'ils ne sont peut-être pas si premiers que cela, en pratique. Cela tient sans doute aussi au fait que j'ai été socialisée académiquement chez les anthropologues puisque j'y ai fait toutes mes études universitaires, doctorat compris, et que je lis davantage, encore à l'heure actuelle, les anthropologues que les historiens des sciences humaines et sociales dont j'ai découvert la bibliothèque sur le tard – je le dis sans fard car cela conforte ce qui a été dit plus haut par plusieurs collègues sur le cloisonnement disciplinaire et les ignorances réciproques érigées en certitudes. L'immense majorité des anthropologues font un usage braconnier (comme disait Philippe Descola en parlant de sa lecture de Mauss), présentiste, assumé, des ancêtres. Et leur bibliothèque de « classiques », très internationale à cause de terrains souvent lointains, est logiquement utilitaire, elle repose sur leur spécialisation thématique ou en aire culturelle. La définition même de l'anthropologie a considérablement évolué : elle n'est plus que sociale. Pour ses praticiens, le rapport au passé de leur discipline a longtemps été complexe voire douloureux et cela a rejailli sur l'intérêt qu'on pouvait avoir pour l'histoire de la discipline : la condamnation des dérives et usages politiques de l'anthropologie physique et raciale ; la violence

de la critique sans nuance sur la relation censément consanguine et perverse entre anthropologie et colonialisme dans les années 1960-1980 ; puis les ravages du post-modernisme qui ont réduit les travaux des anthropologues à des « textes » sont aussi passés par là. Paradoxalement, cela a pu dédouaner et déculpabiliser les étudiants et les anthropologues de leur ignorance pour l'histoire de l'anthropologie (à quoi bon lire des travaux condamnés par le sens de l'histoire et de l'Histoire ?) d'autant plus que les enjeux ultra-contemporains, sociétaux, se sont imposés dans les thèmes de recherche des étudiants qui lisent très peu les travaux remontant au-delà des années 1980. Le milieu des anthropologues français se rétrécit aussi comme peau de chagrin, ils sont bien moins nombreux que dans les années 1980. Les impératifs de justification de l'utilité sociale de la discipline sont forts dans ce contexte. Pendant une vingtaine d'années, à partir de 1986, la revue *Gradhiva* (fondée par Michel Leiris et Jean Jamin, dirigé par ce dernier puis par Françoise Zonabend) a joué un rôle important dans la meilleure visibilité des travaux dans ce domaine en France. À partir de la fin des années 1990 et le tournant des années 2000, en France toujours, la quantité d'archives disponibles pour l'historien de l'anthropologie et l'anthropologue a considérablement crû, c'est devenu un « terrain » d'étude à part entière qui a permis de singulièrement enrichir notre connaissance de l'histoire de la discipline. D'où un regain d'intérêt relatif qui s'accompagne souvent de revisite de terrains, d'une étude à nouveaux frais de dossiers qui permettent de nuancer les périodisations théoriques à la hache et les caricatures enseignées dans les manuels de la pensée, la France étant particulièrement mal lotie de ce point de vue avec une focalisation compréhensible mais excessive sur Mauss – qui avait fait passer à la trappe bien d'autres protagonistes de cette histoire (ne pensons, par exemple qu'à Lucien Lévy-Bruhl, Maurice Delafosse, Marcel Cohen, Paul Rivet) – et sur les africanistes, ce qui fait dire à certains que l'ethnologie française serait « née » en Afrique... Les collègues réunis autour de Daniel Fabre, dans ses séminaires à l'EHESS, au sein de l'équipe de recherche qu'il a fondée, le Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (Lahic), ont également considérablement œuvré à cet enrichissement de l'histoire de l'anthropologie. La création du site internet Bérose, par Claudie Voisenat, Jean-Christophe Monferran et Daniel Fabre, consacré, à sa naissance en 2006, à l'histoire de l'ethnologie du proche (France et quelques voisins européens), a été une étape importante. Avec sa reprise en main en novembre 2016 par Frederico Delgado Rosa et moi-même, le projet a pris une ampleur internationale et collective accentuée puisqu'il s'intéresse aux histoires de l'anthropologie à l'échelle mondiale, en s'inscrivant dans ce mouvement de la science en accès libre, et en publiant dans plusieurs langues. Avec la montée en puissance du mouvement des *world anthropologies* qui plaide pour une meilleure connaissance et prise en considération de la pratique du métier d'anthropologue et des travaux accomplis dans les pays de la « périphérie », du « Sud » face aux quatre traditions nationales (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne et France) qui furent ou sont encore les grands centres de production du savoir, la

pluralisation des histoires de la discipline devient un impératif tout aussi scientifique que déontologique, même si elle reste encore largement un vœu pieux pour l'instant. La question de la place et du rôle changeant des musées d'anthropologie dans la cité, du devenir de leurs collections ethnographiques, entretient également un certain intérêt pour l'histoire de la discipline.

**Frédéric Keck** : Pour ma part, l'histoire de l'anthropologie a été une façon de passer du côté des anthropologues, selon une trajectoire inverse de celle de Christine Laurière. Mon travail sur Lucien Lévy-Bruhl m'a permis d'entrer au CNRS en 35<sup>e</sup> section, « Sciences philosophiques et philologiques, sciences de l'art », pour faire des enquêtes sur les relations entre hommes et animaux dans un contexte de crise sanitaire puis de diriger le département de la recherche au musée du quai Branly. La connaissance de l'histoire de la discipline m'a permis d'y jouer un rôle au moment où celle-ci redéfinissait ses relations avec les sciences de la vie et le patrimoine culturel. Lorsque j'ai suivi des cours d'anthropologie à l'Université de Berkeley, j'ai été frappé de voir que l'anthropologie culturelle américaine rejetait son héritage historique pour aborder les nouveaux terrains qui s'ouvraient dans les laboratoires scientifiques ou les crises humanitaires, tout en rompant le lien entre l'anthropologie et les musées. L'anthropologie sociale française ou britannique assume davantage ce lien avec son passé, qui n'est pas seulement celui des institutions coloniales mais aussi des regards sur des objets et des discussions conceptuelles. Le débat sur l'ontologie en anthropologie (qu'est-ce qui peut être considéré comme doté d'agentivité parmi les êtres avec lesquels les hommes sont en relation ?) a ainsi relancé l'intérêt pour les questions posées par Lévy-Bruhl et les fondateurs de la discipline, et ce fut pour moi l'occasion de le relire par d'autres biais.

**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : Nous voudrions maintenant savoir si pour vous ces travaux sont audibles par d'autres publics que leurs seuls producteurs et approfondir la question des relations avec les spécialistes disciplinaires qui souhaitent produire une histoire de leur côté.

**Claude Blanckaert** : « Audibles » ? Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre. Le monde académique ne m'a jamais paru caractérisé par la curiosité vagabonde. Et tout n'est pas question de didactique. Un historien de la préhistoire peut négliger l'apport de l'histoire de la démographie ou de l'économie politique. Il se priverait à tort des enseignements connexes de la géologie ou de l'anthropologie. Il y a des sciences de large empan, traditionnellement mutualistes (l'anthropologie serait de celles-là), d'autres qui semblent vivre de leur propre fonds. C'est bien sûr illusoire, ou contestable, mais ce genre de croyances ordonne en sous-œuvre l'horizon d'attente des praticiens comme de leurs historiens. L'intérêt porté à d'autres types de productions reste toujours conditionné par l'avantage escompté. L'histoire érudite a perdu d'importance et un analyste tourné vers la gouvernance des savoirs et leurs impacts sociaux s'en souciera peu. La réciproque est également vraie. Difficile balance. La question n'est plus du croisement

des disciplines ou, plus idéalement, des humanités scientifiques, mais de la segmentation de l'espace universitaire portée à l'international par l'irruption proliférante des *studies* et autres niches prétendument avant-gardistes (les « tournants » linguistique, spatial, numérique...). La distorsion est ici nette avec les publics non-académiques qui plébiscitent le sens, voire la dramaturgie des conquêtes du savoir, et n'entendent rien aux aspects techniques qui font l'ordinaire de nos querelles partisans. Je note toutefois que les étudiants dans nos domaines, en contrepoids du pointillisme des masters et des thèses, souhaitent aussi se situer et bénéficier des « grands récits » si bien discrédités. Privilège de l'histoire culturelle et d'une périodisation d'assez longue durée, en dépit d'une centration professionnelle marquée sur le contemporain immédiat.

**Thomas Hirsch** : Est-ce que nos travaux sont visibles pour d'autres que les producteurs d'histoire des sciences humaines ? Oui, je crois, précisément pour les raisons que j'évoquais tout à l'heure : les passés des différentes sciences étant mobilisés dans la pratique pédagogique comme dans la recherche, de nombreux savants peuvent développer un intérêt pour les travaux relevant de l'histoire des sciences humaines. L'enjeu, le défi même en quelque sorte, serait plutôt de mettre en lumière l'intérêt de ces recherches au-delà des seuls praticiens des sciences humaines. La tâche nous incombe, et, en des heures de réduction du lectorat de sciences humaines, en un moment aussi de mise en cause renouvelée de leur légitimité sociale – ce qui est du reste un trait récurrent, constitutif de leur histoire –, elle n'a rien d'évident.

**Bertrand Müller** : C'est une question paradoxale que je ne veux pas associer simplement à l'histoire des sciences de l'Homme. En premier lieu, je complète mes considérations mélancoliques par une remarque qui est une interrogation. Dans quelle mesure l'histoire des sciences humaines est-elle liée à des effets conjoncturels ? Elle a pu prendre deux formes : celle d'un discours triomphaliste lorsqu'il s'agit de célébrer l'avènement et la réussite d'une certaine forme de science. À cet égard, la très longue introduction historiographique de Gabriel Monod dans le premier numéro de la *Revue historique* en 1876, ou celle, cent ans plus tard, de Jacques Le Goff dans le dictionnaire de la Nouvelle histoire sont exemplaires. L'autre forme est plutôt celle d'une conjuration et se révèle par temps de crise : le discours sur la crise est alors un prétexte qui oblitère une reconfiguration des postures et une redistribution des positions de pouvoir. On peut penser ici au « tournant critique » orchestré par les *Annales* en 1989. Ces deux formes discursives en miroir ne forment pas un programme de recherche et elles n'en ont pas besoin.

Comment comprendre aujourd'hui le regain d'intérêt dans la nouvelle génération pour l'histoire des sciences de l'Homme ? De quelles préoccupations cet intérêt est-il le symptôme ? De la célébration ou de la crise ? Il relève peut-être d'un autre ordre, celui d'un conflit de générations ? Formule difficile et discutable, à laquelle il faut associer peut-être une transformation profonde du monde universitaire et de la recherche, depuis les années 1990, en gros depuis les réformes de Bologne.

Mais tout cela ne crée pas des postes, et je suis assez inquiet de voir autant de jeunes chercheurs emprunter une voie qui demeure toujours aussi structurellement problématique...

Par ailleurs, la question renvoie à une dimension assez différente. Elle interroge la place de l'histoire des savoirs dans la formation notamment des historiens. Par exemple, je suis assez sidéré de voir que les contemporanéistes, par exemple, ne font presque jamais d'histoire des sciences ni d'histoire des techniques. Tout se passe comme si le  $xx^e$  siècle avait existé, était intelligible sans les sciences et sans les techniques. Comment comprendre le  $xx^e$  siècle sans faire l'histoire des savoirs, c'est-à-dire en négligeant le développement phénoménal des savoirs, de tous les savoirs, et en particulier des sciences de l'Homme ? Cette question déborde largement la réception de nos propres travaux. Tu as raison Thomas de le souligner comme tu l'as souligné, je suis assez d'accord mais quand même... Comment peut-on transposer cette question dans un ordre plus général ? Quelle est la place de tout ça dans la compréhension du monde moderne ? Je pense qu'il n'y a pas besoin de refaire Foucault. La part des sciences de l'Homme dans la modernité, c'est quand même un élément central. Il est assez stupéfiant d'observer à quel point les historiens négligent cette dimension-là.

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Pour ce qui est de la visibilité, je pense que oui, les travaux d'histoire des sciences de l'Homme sont visibles, y compris d'un plus large public. Néanmoins cela dépend aussi beaucoup du statut des sciences qu'on étudie. Il y en a certaines qui sont plus « sexy » que d'autres et qui parlent plus aux gens. Je le vois bien dans le séminaire « Transferts culturels » que je coorganise depuis une douzaine d'années avec Michel Espagne. Le programme annuel est composé de séances portant sur des thèmes très divers et il est frappant de constater combien certains attirent systématiquement plus de monde que d'autres : l'histoire de l'histoire de l'art, l'histoire de la philosophie, l'histoire de l'anthropologie. La dimension esthétique, exotique ou prestigieuse des objets dont traite la science concernée joue un rôle indéniable dans cet attrait. D'autres domaines à l'image plus aride attirent moins de public. L'histoire des théories et pratiques musicales, notamment.

Bien entendu, la visibilité de l'histoire des sciences humaines se joue aussi sur la capacité de ceux qui la pratiquent à vulgariser ce qu'ils font mais ce n'est pas là quelque chose de spécifique à notre champ disciplinaire. Toutefois, c'est peut-être un effort d'autant plus important à fournir pour nous, parce que nous travaillons à un niveau « méta » et que, scientifiques observant la science, nous pouvons facilement donner l'impression de regarder notre propre nombril. Il faut donc être capable de communiquer sur les enjeux des sciences et de produire de grands récits entraînants (sans bien sûr tomber dans l'héroïsation ni la téléologie).

Concernant mon propre domaine d'études, l'histoire de l'orientalisme suscite un intérêt certain en raison de la charge évocatrice de l'« Orient », mais aussi de l'admiration et

de la curiosité que provoquent l'acquisition de langues très éloignées des nôtres, les déchiffrements d'alphabets inconnus, etc. Le problème est plutôt que les orientalistes aient très tôt écrit l'histoire de leurs disciplines et qu'il faut donc arriver à se positionner par rapport à ces écrits. Or ceux-ci jouent précisément de cette dimension héroïque, d'aventure intellectuelle, et sacralisent ce qui est envisagé comme des chaînes de transmission, de véritables traditions intellectuelles. L'auto-perception élitiste des disciplines orientalistes reste encore très prégnante, et s'accompagne du sentiment que les « profanes » n'ont pas les clés pour s'emparer de leur histoire. Je pense aussi que pour des raisons à la fois structurelles (liées au relativement faible nombre de représentants de chaque discipline orientaliste) et socio-pédagogiques (la relation « maître-disciple » étant particulièrement valorisée), beaucoup d'orientalistes ont une relation très forte, je dirais même intime et affective, à l'histoire de leurs disciplines. La question de la visibilité de l'historiographie rejoint donc ici nécessairement celle de la légitimité que j'évoquais tout à l'heure : quelle histoire est considérée comme montrable et représentative ? J'ai souvent eu le sentiment, en m'attelant à la tâche historiographique, de devoir construire un équilibre entre la nécessité de montrer patte blanche et celle d'affirmer le droit à un autre regard que celui porté en « interne ».

**Nicolas Ginsburger** : Est-ce que les travaux sont visibles par des spécialistes d'autres disciplines ou par le grand public ? Le centenaire a provoqué, il me semble, un certain intérêt pour l'histoire de la géographie, l'histoire des savants, des grands personnages (mais pas seulement les grands) des sciences humaines d'il y a cent ans. Mais j'irai dans le sens de Bertrand, à savoir que cet intérêt a surtout concerné la dimension politique de ces personnages, essentiellement vus comme des intellectuels, pas comme des représentants disciplinaires mais au prisme de leurs engagements et de leur implication dans le siècle, avec une certaine forme de présentisme, par comparaison avec les intellectuels et les spécialistes disciplinaires d'aujourd'hui. Et j'insisterais aussi sur un deuxième aspect, qui rejoint un peu l'histoire des techniques, à savoir l'image des spécialistes des sciences humaines considérés comme des experts, militaires, diplomatiques ou médiatiques par exemple. Oui, dans ce sens, il y a (eu) un intérêt, au moins conjoncturel mais intense, avec des publications nombreuses, des expositions, des conférences, beaucoup de colloques. En revanche, selon moi, le côté international (l'histoire comparée ou connectée) intéresse un peu moins ou de façon vraiment très ponctuelle, et le cloisonnement reste très fort du point de vue national. Ce qui intéresse, c'est vraiment encore les géographes « français » (ou allemands, ou serbes par exemple), considérés du strict point de vue de leur inscription nationale, de leur action patriotique, et il est plus difficile de traiter les circulations ou les échanges entre les représentants des diverses « écoles », pendant ou après (ou avant) la Grande Guerre<sup>28</sup>.

<sup>28</sup> C'est par exemple ce que j'ai essayé de faire dans : Nicolas Ginsburger, « Réseaux académiques et circulations savantes entre guerres et paix (1912-1919). Les expertises de Jovan Cvijić et de ses collègues géographes à travers les cas de Trieste et Fiume »,

**Isabelle Gouarné** : En sociologie et science politique, l'histoire des savoirs a une certaine visibilité, en raison de la place qu'elle a comme appui à une réflexivité et comme ouverture pour repenser des objets centraux de ces disciplines. Pour autant, le décalage persiste entre l'histoire des sciences sociales telle qu'elle s'écrit et l'histoire des sciences sociales telle qu'elle s'enseigne. Alors que l'histoire des sciences sociales a connu des révisions importantes depuis les années 1970, les récits disciplinaires focalisés sur les grands auteurs occidentaux et leurs œuvres se maintiennent dans les cursus de formation en sciences sociales. Les résistances sont fortes ici, pour diverses raisons qu'il faudrait comprendre. Elles tiennent sans doute, en partie, à la fonction pédagogique remplie par ce récit disciplinaire, qui reste un mode de familiarisation avec les principes de classements intellectuels en vigueur dans les sciences sociales actuelles. Ces résistances tiennent peut-être aussi à la conjoncture intellectuelle marquée par une forte mise en question de la scientificité des sciences sociales. Ces dernières années, on a vu, de nouveau, fleurir des discours politiques et journalistiques contre les sciences sociales, les accusant d'entretenir une « culture de l'excuse » ou dénonçant leurs sous-entendus politiques. Les sciences sociales se trouvent donc de plus en plus dans une position fragilisée<sup>29</sup>. Or, les récits disciplinaires canoniques ont aussi pour fonction d'affirmer la légitimité scientifique des sciences sociales, en définissant un acte fondateur, un moment de rupture avec des formes pré-scientifiques de savoir sur le monde social. Et, à l'inverse, l'histoire des sciences sociales telle qu'elle s'écrit aujourd'hui déboucherait bien plus sur un enseignement du doute et de l'incertitude.

**Emanuel Bertrand** : En termes d'audience, il y a un type de public qui n'a pas encore été abordé par nos interventions. Il y a certes l'audience de nos collègues d'autres disciplines ou d'autres champs, l'audience du grand public, mais il ne faut pas oublier l'audience des étudiants. De ce point de vue là, on a une visibilité assez importante, sans nécessairement être toujours labellisés comme « histoire des sciences humaines et sociales. » Je pense qu'il y a une forte demande de la part des étudiants en sciences humaines et sociales, qui souhaitent souvent prendre un peu de recul vis-à-vis de ce qu'on leur enseigne. Depuis le tournant des années 1970 – pour faire simple – on peut dire que les étudiants se contentent de moins en moins d'une imposition d'un savoir vertical. Ils désirent souvent savoir dans le cadre de quelle évolution historique plus vaste s'inscrivent les disciplines académiques. De ce fait, je crois que nous avons une audience toute désignée : nos étudiants !

**Dylan Simon** : Je prolonge les propos d'Emanuel Bertrand. Je pense qu'il y a un véritable intérêt, notamment chez de jeunes chercheurs, doctorants, mais pas seulement. L'intérêt pour les manières d'écrire les sciences sociales, pour les pratiques savantes,

*Cybergeo: European Journal of Geography*, 2016, DOI : 10.4000/cybergeo.27690.

<sup>29</sup> Voir, par exemple, Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec la culture de l'excuse*, Paris, La Découverte, 2016.



pour les rapports entre la littérature (et plus généralement les arts) et les sciences humaines, etc., constitue un faisceau de préoccupations qui donne à la fois une nécessité et une visibilité à l'histoire de ces sciences. J'en veux pour preuve les recherches provenant de littéraires qui investissent aussi l'histoire des sciences humaines. On connaît le livre de Vincent Debaene, *L'adieu au voyage*<sup>30</sup>, qui a connu un écho significatif, comme en a d'ailleurs témoigné une recension de Christine Laurière. Dans son sillage, plusieurs thèses ont également interrogé cette frontière ou, plus précisément, ces porosités entre littérature et sciences humaines au <sup>xx</sup>e siècle. Je pense en particulier à celle d'Éléonore Devevey<sup>31</sup>. On pourrait aussi mentionner celle de Charles Coustille, publiée sous le titre *Antithèses*<sup>32</sup>, ainsi que celle de Lucile Dumont en préparation<sup>33</sup>. De manière équivalente, des historiennes de l'art (Teresa Castro, Anaïs Mauuarin) renouvellent la compréhension de ce rapport entre sciences humaines et art (cinéma, photographie<sup>34</sup>). Cet intérêt, notamment de la part de doctorants, est tout à fait significatif et encourageant. À ma connaissance, il concerne toutefois principalement les rapports avec l'anthropologie (dans une moindre mesure la géographie avec Teresa Castro). En cela, je rejoins ce que disaient Pascale Rabault-Feuerhahn et Olivier Orain : cela dépend beaucoup des objets ou des traditions étudiés, l'histoire de l'ethnologie ayant toujours suscité beaucoup de travaux et représente la part la plus visible de l'histoire des sciences de l'Homme. Je voudrais ajouter un second point concernant un domaine qui connaît une forte actualité : le rapport des sciences humaines et sociales à l'*environnement*. Dans les discours ambiants et contemporains, on a parfois l'impression que c'est une question sans réelle histoire. Et quand celle-ci est réalisée, parfois par des acteurs de cette scène savante, elle passe sous silence différents pans de cette histoire. Il est ainsi difficile de faire la part entre « histoire indigène » et « histoire exogène ». À ce titre, les travaux de Wolf Feuerhahn<sup>35</sup>, de Marie-Claire Robic<sup>36</sup> ou d'Élise Demeulenaere<sup>37</sup>, pour ne citer que ceux-là, me paraissent essentiels en ce

30 Vincent Debaene, *L'adieu au voyage. L'ethnologie française entre science et littérature*, Paris, Gallimard, 2010.

31 Éléonore Devevey, *Terrains d'entente. Anthropologues et écrivains dans la seconde moitié du <sup>xx</sup>e siècle*, thèse de doctorat, Université Lyon II/Université de Genève, 2017.

32 Charles Coustille, *Antithèses. Mallarmé, Péguy, Paulhan, Céline, Barthes*, Paris, Gallimard, 2018.

33 Lucile Dumont, « La légitimation d'une avant-garde ? La circulation internationale et la réception des théories littéraires dans l'enseignement supérieur français (années 1960-1980) », thèse de sociologie en préparation, EHESS.

34 Voir notamment le récent dossier de la revue *Gradhiva* (n° 27, 2018) : « Sur le vif. Photographie et anthropologie » dirigé par Camille Joseph et Anaïs Mauuarin.

35 Voir Wolf Feuerhahn, « Du milieu à l'Umwelt : enjeux d'un changement terminologique », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 134/4, 2009, p. 419-438 ; id., « A Specter Is Haunting Germany—the French Specter of Milieu. On the Nomadism and Nationality of Cultural Vocabularies », *Contributions to the History of Concepts*, 9/2, 2014, p. 33-50 ; id., « 'Milieu'-Renaissance auf den Schultern von Leo Spitzer und Georges Canguilhem? Zum Nachleben der Sekundärliteratur in der Wissenschaftsgeschichte », dans F. Huber et C. Wessely (éd.), *Milieu. Umgebungen des Lebendigen in der Moderne*, Paderborn, Wilhelm Fink Verlag, 2017, p. 18-34.

36 Marie-Claire Robic (dir.), *Du milieu à l'environnement*, op. cit.

37 Élise Demeulenaere, « L'anthropologie au-delà de l'anthropos. Un récit par les marges de la discipline », dans Guillaume Blanc, Élise Demeulenaere et Wolf Feuerhahn (dir.), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2017, p. 43-73.

qu'ils mettent au jour des aspects totalement ignorés des praticiens ou historiens qui investissent de tels questionnements écologiques. Cette dimension quelque peu « rabat-joie » de l'histoire des sciences humaines et sociales explique peut-être qu'elle soit parfois peu reçue. Il est toujours plus facile et rassurant de s'inscrire dans une histoire finaliste, linéaire et triomphante ou, plus radicalement encore, de faire table rase des recherches antérieures.

**Thibaud Trochu** : Je reprends juste un morceau de la question. Quelles relations peut-on entretenir avec les spécialistes disciplinaires qui souhaitent produire une histoire de leur discipline ? Évidemment chacun ne souhaite pas produire une histoire, disons pas la majorité. Pour ma part, ce que j'expérimente en ce moment (en tant que maître de conférences entrant en philosophie), c'est plutôt un usage instrumental de l'histoire des sciences humaines pour soutenir des thèses parfois décalées, tout en ayant le plus souvent comme interlocuteurs des spécialistes disciplinaires. C'est un passage à la limite, pourrait-on dire. Est-ce que ça fonctionne ou pas ? Jusqu'à quel point, avec les sections CNU qu'on connaît, philosophie (17), histoires des sciences (72), sciences de l'éducation (70) une position historique est-elle soutenable voire audible ? Étant dans cette situation à l'interface de plusieurs commissions disciplinaires, est-il possible de s'entendre sur des thèses communes ? Et pour porter institutionnellement des projets de recherche ? Ou est-ce qu'on est finalement dans un certain dialogue de sourd ou un malentendu, qu'il soit fécond ou pas ? C'est plutôt une démarche de cet ordre que j'aimerais tenter à l'avenir avec l'histoire des sciences humaines. Il n'est pas garanti que ça marche.

**Wolf Feuerhahn** : J'ajouterai juste une chose par rapport à ce dont il a été question à plusieurs reprises relativement au statut des « histoires indigènes ». La première chose, c'est qu'il est évidemment difficile de faire le partage entre une histoire dite « indigène » et une histoire que l'on pourrait nommer « exogène », il s'agit davantage d'idéaux-types que de productions bien clairement délimitées<sup>38</sup>. Pour distinguer les deux et faire valoir une histoire exogène, je m'efforce de considérer les histoires produites par les indigènes comme partie prenante de mon objet lui-même. Car que les promoteurs de telles histoires appartiennent aux sciences de la nature ou aux sciences humaines et sociales, qu'ils aient produit des histoires sophistiquées ou très grossières, là n'est pas la question. Ce qui importe, et que Pascale a bien souligné auparavant, c'est qu'elles ont une performativité, et que celle-ci reste à analyser. Ces histoires configurent les objets, déterminent les questionnaires, orientent les périodisations et il faut en avoir conscience si l'on veut s'en libérer ce qui n'est jamais une tâche aisée. Voilà pourquoi il me semble fructueux de prendre ces histoires elles-mêmes pour objets et de

<sup>38</sup> J'ai essayé de réfléchir à ces questions dans Wolf Feuerhahn, « Quand l'éthologie revisite la psychanalyse. La question de l'attachement entre Grande-Bretagne et France », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 28, *Les sciences du psychisme et l'animal*, 2016, p. 113-135. Voir aussi Wolf Feuerhahn, « Pour l'historicisme. Avec et à partir de Christian Topalov », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 29, 2016, p. 307-312.

montrer en quoi elles ont une performativité dans l'auto-définition par les acteurs de leurs rôles, de leurs pratiques scientifiques, des échanges éventuels ou non avec les autres disciplines, etc. Donc, c'est peut-être un niveau d'interrogation « méta » (histoire de l'histoire), mais il me semble crucial. Car je ne vois pas comment faire *a priori* le tri entre le bon grain et l'ivraie au début d'une analyse, et affirmer que ce discours ne sera pas repris car c'est de l'histoire indigène et que, par contre, cet autre discours, mérite le rang de littérature secondaire et d'histoire exogène. C'est pourquoi il me semble important de commencer par écrire l'histoire de l'histoire du problème, de montrer comment l'historiographie produite par les acteurs a été configurante pour les acteurs eux-mêmes, combien elle a informé leurs pratiques.

**Olivier Orain** : Je souhaiterais d'abord répondre à Thomas Hirsch et amener une petite nuance sur l'idée que « toutes les disciplines investissent leur passé comme un objet stratégique ». En fait, ça dépend desquelles. Je pense qu'il y en a qui investissent assez peu leur passé. Je pense que les disciplines qui ont un lien avec la philosophie sont celles qui ont le plus de goût, dans le système français en tout cas, pour ces opérations d'investissement du passé, des grands auteurs, etc. Et les sociologues français viennent quand même très largement de la philosophie, les anthropologues aussi assez massivement. Même s'ils ont été formés dans un cadre disciplinaire et ne sont pas des transfuges, je ferais volontiers l'hypothèse que les manières de faire véhiculent des cadrages et des pratiques héritées qui perpétuent des habitus qui trouvent leur origine en philosophie. Je pense qu'il y a d'autres disciplines dans lesquelles cet usage est beaucoup moins présent parce qu'elles n'ont pas une origine « philosophique ». J'observe ainsi chez mes contemporains géographes une forme de présentisme au sens de François Hartog, c'est-à-dire au sens de « la seule chose qui est intéressante c'est le ici et le maintenant ». C'est toujours mieux maintenant qu'avant. Corrélativement, il y a très très peu de « classiques » que l'on réédite, commente, donne à lire, etc., dans ce champ disciplinaire. Je dirais que la logique de légitimation ici ne consiste pas à s'inscrire dans une tradition mais à revendiquer l'innovation, l'amélioration voire la rupture. Dans les articles publiés, la revendication d'être innovant-e prédomine, avec pour corollaire un peu paradoxal une très faible connaissance du passé disciplinaire. Il faudrait nuancer. Il y a quand même un peu d'intérêt pour le passé mais de façon relativement marginale et auto-légitimante, en tant que le présent est dépositaire du passé disciplinaire et le dépasse. Si on devait faire une histoire des opérations de mobilisation du passé dans les disciplines « présentistes », elle serait relativement facile à faire parce qu'il n'y a pas des millions de références développées à traiter pour ce faire. Et ce serait encore plus diffus avant les années 1970, ce moment que l'on dit parfois réflexif. Cette dernière période a également été réflexive en géographie, mais pas dans le sens d'un retour sur le passé, mais plutôt comme un moment de positionnement épistémologique visant à formuler ce que la géographie devrait faire pour réclamer le titre de science, et un vaste effort pour produire une théorie de l'« espace », clairement

nourrie par les élaborations du mouvement théorico-quantitativiste anglo-américain formulées dans la décennie précédente, ce qu'on appelle « l'analyse spatiale »<sup>39</sup>. Auparavant, la référence au passé était encore moins développée, à part des invocations fugitives de « notre bon maître Vidal de la Blache », très diffuses. Je ne suis pas sûr que si on allait regarder du côté des historiens, on trouverait davantage de curiosité pour le passé disciplinaire, en tout cas antérieur aux années 1970<sup>40</sup>. Toutes proportions gardées car les historiens sont plus nombreux, ils produisent beaucoup plus de travaux, de sorte qu'un corpus d'occurrences serait d'une tout autre ampleur. Pour le dire autrement, je pense que les géographes ne sont pas les seuls « présentistes », nombre d'autres corporations considèrent leur passé comme un temps dépassé, vieux, qui n'avait pas les bonnes méthodes et les questionnements adéquats. Il en découle une amnésie collective, ou un oubli. Quelles relations développer à partir de là avec des interlocuteurs qui ont ce genre de représentations ? Je reviens aux relations que les historiens de la géographie entretiennent avec les autres géographes, en particulier ceux qui mobilisent l'histoire. C'est une affaire compliquée. Il y a, à la fois une forme d'accueil, de respect, qui est plutôt agréable. En outre, la réforme de l'agrégation de géographie à partir de 1998 a changé les choses car on a inséré dans les programmes une question dite « épistémologique » – les guillemets ont leur importance car il s'agissait surtout de « théorie ». C'est une époque où s'est développé un ensemble de manuels qui avait plus ou moins directement pour projet de faire de l'histoire (et surtout de l'épistémologie) de la géographie, très souvent écrits par des gens qui étaient professeurs de classes préparatoires, universitaires en fin de carrière pour lesquels ça pouvait constituer un hobby, etc. Et ils ont engendré une littérature à l'époque qui nous mettait, nous historiens spécialisés, face à des initiatives à la fois délégitimantes et qui incarnaient tout ce qu'on ne voulait pas faire, notamment tous les défauts que vous avez signalés. Il s'est vite avéré que les collègues dans les classes préparatoires et dans les universités où, de fait, il n'y avait (et n'y a) toujours pas d'enseignement de l'histoire de la géographie, prescrivaient massivement ces opuscules. D'où la gageure de proposer une offre alternative à cette production. Ce que nous avons fait avec *Couvrir le monde*<sup>41</sup>, même s'il y a beaucoup à redire sur la diffusion de ce livre. J'en arrive par là à la dernière chose que je voudrais dire, par rapport au public étudiant. Je suis heureux d'entendre Emanuel Bertrand dire qu'il ressent une demande de réflexivité des étudiants. J'aurais envie de dire que ça dépend très fortement des publics. Il faut

**39** On pourra consulter à ce propos les deux derniers chapitres de Olivier Orain, *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan (Histoire des sciences humaines), 2009 ; id., « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie. Contribution à une histoire épistémologique de la modélisation des spatialités humaines », dans C. Blanckaert, J. Léon et D. Samain (dir.), *Modélisations et sciences humaines. Figurer, interpréter, simuler*, L'Harmattan (Histoire des sciences humaines), 2016, p. 215-270.

**40** Il y a bien entendu dans les manuels et les cours d'historiographie une évocation massive des fondateurs des *Annales*, de leurs manifestes, qui participe de la transmission d'une mémoire légitime de la discipline, mais c'est devenu une sorte d'acte scolaire.

**41** Marie-Claire Robic (dir.), *Couvrir le monde*, op. cit.

parfois avoir les moyens de transformer les attentes de celui-ci, ce qui demande du temps, de la présence, de la conviction. J'en ai fait l'expérience à Toulouse, mais j'avais l'avantage d'être PRAG et d'intervenir ce faisant de manière massive dans les enseignements de licence. C'est beaucoup plus aléatoire quand on intervient en master et qu'on se confronte à des publics marqués par d'autres plis. À force de faire le clown, hors public choisi, on arrive à leur faire passer des choses exotiques comme un propos historiographique ou épistémologique. Mais sur quel contrat ? Plus largement, la question renvoie à des enjeux autrement plus vastes : qu'est-ce que le public étudiant d'aujourd'hui ? Quelle est sa demande ? Est-ce qu'elle est homogène ? Et n'est-elle pas surdéterminée par un utilitarisme indexé sur les tensions du marché de l'emploi ? On pourrait y passer des heures. Au final, on peut intéresser les gens à des tas de niveaux, de publics, mais en ayant trop peu de fenêtres stratégiques pour ce faire... Je me rappelle avoir fait une conférence à Saint-Dié sur une géographe, Renée Rochefort, qui était très aimée par bon nombre de collègues et ils étaient nombreux, notamment les gens de sa génération, à être venus écouter parce que ça avait une importance biographique pour eux. Mais œuvrer à ce que l'on sorte d'un intérêt anecdotique ou circonstanciel, en somme ce qu'on appelait, il y a trente ou cinquante ans, « l'intérêt humain », est moins évident. Pour arriver à creuser quelque chose de plus profond, il faudrait vraiment qu'il y ait un investissement à la fois de l'enseignement général français et de l'enseignement universitaire sur ces questions-là pour véritablement les construire pour le public. Or, je crois qu'on en est très loin, mais peut-être suis-je outrageusement pessimiste ?

**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : Que pensez-vous des tentatives pour élargir les enquêtes à une histoire des savoirs ? Vous en sentez-vous solidaires et qu'est-ce que ça impliquerait pour une histoire des sciences humaines et sociales ?

**Bertrand Müller** : Deux réponses à cette question. La première, c'est dire que, pour ma part, j'ai essayé – je ne suis pas sûr d'y être arrivé – de sortir de l'histoire des sciences de l'Homme. J'ai toujours essayé en tout cas de la sortir, me semble-t-il, de l'histoire de l'histoire. J'ai, certes, été reconnu comme un historien de l'histoire mais en fait, je me suis intéressé aussi aux *Annales* parce que ça m'a permis de sortir assez facilement de l'histoire de l'histoire pour faire de l'histoire de la sociologie, de l'histoire de l'anthropologie. Par la suite, en m'intéressant aux pratiques, à la matérialité notamment des fabriques du savoir, je me suis intéressé à d'autres choses que les pratiques disciplinaires, les discussions épistémologiques. L'histoire des sciences de l'Homme doit investir les problématiques transversales, qui vont aller au-delà des disciplines elles-mêmes. Ce que j'essaie de faire maintenant en développant une histoire des régimes documentaires s'inscrit exactement dans cette perspective-là. Mes premiers travaux sur Lucien Febvre m'ont ouvert une voie vers un ensemble de réflexion sur les pratiques matérielles de savoirs, d'abord dans les sciences sociales et puis, ensuite, dans les sociétés.

La transversalité pour moi est cette échelle : qu'est-ce qui peut relier à un moment des pratiques cognitives dans les sciences, mais au-delà, dans le commerce, l'industrie, etc. ? Ce lien est-il notamment celui du partage de pratiques documentaires ? Lorsque je préparais ma thèse sur Lucien Febvre, j'utilisais des fiches à perforation marginale, comme mon médecin, comme mon garagiste. Je pense qu'il est utile et excitant de porter les questions de transversalité, de transfert, etc., à un niveau très général.

C'est une première réponse. Une deuxième, c'est que je suis persuadé qu'avoir fait de l'histoire des sciences humaines, telle que j'ai tenté de la faire, a formé mon rapport au monde, ma posture réflexive sur le monde, au-delà donc de l'histoire des savoirs. Je revendique cela par rapport à ce que Wolf Feuerhahn a dit tout à l'heure : j'aborde n'importe quelle question d'histoire, de la même manière, comme si elle était une question d'histoire des sciences. Le passé a des résurgences dans le présent et c'est en cela qu'il nous intéresse et nous préoccupe. Ces résurgences ce sont à la fois des traces, des vestiges matériels, et bien d'autres choses, enfouies, des blessures, des drames, des bonheurs. Mais ce sont aussi des discours, des représentations, des constructions qui forment un rapport complexe entre présent et passé, tissé par la mémoire mais aussi par les traditions. Je prolongerai les propos d'Halbwachs pour qui « l'histoire ne commence qu'au point où finit la tradition, au moment où s'éteint ou se décompose la mémoire sociale », mais l'histoire ne peut s'écrire sans interroger précisément la tradition et la mémoire sociale.

En ce sens-là, l'histoire des sciences humaines est une posture intéressante et importante, qui va au-delà de l'autoanalyse (P. Bourdieu) et de l'ego-histoire (P. Nora) ; elle est une posture intellectuelle et réflexive essentielle.

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Pour ce qui est de l'histoire des savoirs, oui, je pense qu'il faut élargir l'optique sans quoi on retombe dans des rigidités et des définitions beaucoup trop étroites et on passe à côté de beaucoup de faits. En particulier s'agissant de périodes où les choses sont en voie d'institutionnalisation, mais pas seulement. Un autre point très important de mon point de vue est d'assumer le fait de tenter une combinaison d'approches plutôt que de renvoyer dos à dos l'histoire sociale et l'histoire intellectuelle par exemple. Pourquoi seraient-elles exclusives l'une de l'autre ? Et pourquoi pratiquer l'une impliquerait-il que l'on néglige l'autre ? Nous-mêmes, dans nos pratiques de chercheur au quotidien, constatons régulièrement combien nos pratiques sont informées non seulement par nos intérêts et nos bagages intellectuels, mais aussi par tout le contexte institutionnel, politique, économique, la demande sociale... En ce sens, assumer la diversité d'approches me semble un moyen, sinon de garantir, du moins de rechercher une appréhension réaliste de ce qui fait la science. C'est pourquoi j'ai beaucoup de mal avec les injonctions à s'inscrire dans une école historique, un paradigme... L'essentiel n'est pas là à mon sens, c'est plutôt de réfléchir à ce que l'on manie (concepts comme approches) et de le faire en conscience. C'est un enjeu pour sa propre recherche,

mais pas seulement. Il me semble essentiel d'accepter d'être tolérant envers d'autres approches que la sienne, de reconnaître qu'il peut y avoir d'autres manières de faire, qui correspondent à d'autres objectifs et n'en sont pas moins légitimes. Par exemple concernant la question des sources, si essentielle pour les historiens. Bien sûr que pour pouvoir se lancer dans un sujet il faut un corpus. Mais comment construit-on ces sources et qu'en attend-on ? C'est aussi à ce niveau que je plaide pour l'ouverture d'esprit. Par exemple, au nom de quoi le fait d'être attentif à la lettre à des textes produits dans la science qu'on étudie devrait-il autoriser à nous disqualifier en tant qu'« historien » et nous reléguer au rang (peu considéré dans ce type de contexte) de « philologue » ou de praticien d'une « histoire culturelle » ignorante des déterminants sociaux et politiques ?

Je compléterai mon propos en disant que s'il importe d'ouvrir l'histoire des sciences humaines en y incluant l'histoire des savoirs et en acceptant de sortir d'une typologie rigide des types de pratiques historiques, il me semble aussi très fécond de penser l'ouverture encore dans deux autres directions supplémentaires. En effet, plus je travaille sur l'histoire de disciplines, plus je réalise à quel point il est crucial de comprendre qu'elles ne sortent jamais *ex nihilo*, mais qu'elles viennent prendre place dans un paysage préexistant. Cela implique de porter son regard au-delà de la discipline étudiée elle-même, pour prendre en considération celles qui l'environnent, par rapport auxquelles il va lui falloir trouver sa place, en s'en écartant comme en s'en réclamant par d'autres aspects. Et, au-delà de cette souplesse disciplinaire, je suis vraiment convaincue que le décloisonnement doit aussi concerner les espaces. L'histoire des sciences humaines est d'ailleurs de plus en plus souvent abordée dans une perspective transnationale. C'est une évolution que je salue et qui, je l'espère, ne sera pas limitée à un effet de mode. À mes yeux, elle n'a d'ailleurs pas vocation à se substituer à l'histoire nationale des sciences, mais plutôt à la compléter et l'enrichir.

**Dylan Simon** : Il me semble en effet très important d'insérer ou de connecter l'histoire des sciences humaines et sociales à une histoire des savoirs, précisément à une histoire sociale, culturelle et intellectuelle des savoirs. Pour la raison que Pascale Feuerhahn a rappelée : le lien entre les savoirs produits et la vie de ceux qui les produisent (je le dis très naïvement). À ce titre, j'ai été sensible au programme de recherches coordonné par Nicolas Adell, intitulé « Vie savante. Anthropologie Ethnologie (xix<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles)<sup>42</sup> ». Ces quinze dernières années ont d'ailleurs vu paraître une multitude de travaux interrogeant cette articulation et questionnant le genre biographique en histoire des sciences, notamment autour du concept de *scientific persona*. *Que ce soit* l'histoire matérielle des savoirs, qui me semble avoir proposé des réflexions passionnantes (je pense notamment à l'ouvrage de François Waquet<sup>43</sup>), ou l'épistémologie historique de

42 Voir Nicolas Adell et Jérôme Lamy (dir.), *Ce que la science fait à la vie*, Paris, CTHS, 2016.

43 Françoise Waquet, *L'ordre matériel du savoir. Comment les savants travaillent, xv<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

Lorraine Daston par exemple, ces différentes approches ont proposé un enrichissement du questionnaire en renouvelant la compréhension de l'activité scientifique. L'attention à ces pratiques permet de lire autrement l'histoire des sciences humaines et sociales. Ainsi, de nombreuses histoires de la géographie et de l'ethnologie se sont focalisées sur les pratiques de terrain. Or, c'est parfois oublier que les géographes et sociologues de l'époque – cela vaudrait également pour d'autres communautés savantes – sont avant tout des lecteurs et des écrivains. L'essentiel de leur activité se déploie entre la lecture et la rédaction de centaines de pages, notamment de recensions. À mon sens, oublier cela, c'est ignorer comment les sciences humaines se sont constituées ou déployées au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Mais je n'invente rien puisque Bertrand Müller, autour de cette table, a précisément insisté sur cette dimension dans son ouvrage sur Lucien Febvre<sup>44</sup>.

**Nicolas Ginsburger** : En histoire de la géographie, l'histoire des savoirs géographiques est très en vogue, elle s'est énormément développée et a ouvert des perspectives tout à fait stimulantes. En histoire des sciences de la nature, l'histoire des savoirs m'intéresse aussi beaucoup : quand j'enseignais à Nanterre, il y a quinze ans, j'ai consacré un cours de licence à l'histoire des savoirs en Europe au xix<sup>e</sup> siècle, avec Bruno Belhoste et Nicole Edelman, et, déjà à l'époque, on parlait de ce sujet évidemment, c'était déjà passionnant, même si les études sur ce terrain ont beaucoup avancé depuis<sup>45</sup>. Deuxième question : « Vous en sentez-vous solidaires ? » Oui solidaire, même si elle reste tout de même pour le moment assez éloignée de ma propre pratique historique.

**Emanuel Bertrand** : Nous sommes déjà un certain nombre à avoir pointé la fécondité intellectuelle de cette notion de « savoirs », qui a effectivement le vent en poupe depuis quelques années dans nos milieux académiques. Je dirais qu'elle a aussi deux atouts supplémentaires, plus stratégiques que véritablement intellectuels. C'est d'abord la possibilité qu'elle offre de mettre à distance la démarcation entre ce qui fait partie des sciences et ce qui n'en fait pas partie. En second lieu, pour ce qui nous concerne ici, elle permet de mettre également à distance le grand partage entre sciences de la nature et sciences humaines et sociales. Du coup, l'usage du terme « savoirs » peut représenter une stratégie opportune pour sortir l'histoire des sciences humaines et sociales de la précarité que nous évoquions précédemment. L'histoire des savoirs permet en effet d'intégrer à la fois l'histoire des sciences de la nature et l'histoire des sciences humaines et sociales. *A priori* quand on se lance dans une enquête historique à l'aide de cette notion de « savoirs », on n'est pas obligé de répondre à la question suivante : « Est-ce qu'on pratique l'histoire des sciences de la nature ou est-ce qu'on fait de l'histoire des sciences humaines et sociales, ou encore l'histoire des croisements entre ces deux domaines ? » Je pense que la catégorie de savoirs est précisément un excellent

<sup>44</sup> Voir Bertrand Müller, *Lucien Febvre, lecteur et critique*, Paris, Albin Michel, 2003. Voir aussi Jean-Louis Fabiani, « Portrait du sociologue en lector », dans id., *La sociologie comme elle s'écrit. De Bourdieu à Latour*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2015, p. 9-17.

<sup>45</sup> Voir notamment la vaste synthèse en français : Dominique Pestre (éd.), *Histoire des sciences et des savoirs*, 3 vol., Paris, Seuil, 2015.



outil pour se soustraire à cette question, et pour s'intéresser en détail aux différents croisements, aux différentes circulations, entre les divers champs de savoir.

**Thibaud Trochu** : Rapidement, lorsque j'entends « histoire des savoirs », je me sens assez solidaire avec ça parce que ça fait partie de ma formation intellectuelle doctorale au Centre Alexandre-Koyré : d'avoir pu écouter et discuter des démonstrations concrètes sur le fait que le grand récit sur la révolution scientifique était en partie une reconstruction mythique ; d'avoir côtoyé de nombreux collègues qui nous le démontraient en utilisant la catégorie de savoirs et non plus de science me semblait très pertinent. D'autant plus pertinent que cette optique me semble conduire à un renouvellement important des perspectives et des objets de l'histoire des sciences : en termes d'aires culturelles, de périodisations, de figures de savoirs, etc.

**Wolf Feuerhahn** : Je partage moi aussi cet intérêt, ne serait-ce que parce qu'effectivement ça ouvre considérablement la perspective, cela nous conduit à nous intéresser à des types de pratiques, d'instruments, d'objets très variés, etc. Et ça permet aussi sur ce fond de voir comment se constituent les disciplines ou comment se constituent des frontières. Ça ne permet pas simplement de voir des croisements, ça permet aussi de voir comment s'érigent des murs, des frontières, des limites et également de les dénaturiser d'une certaine manière.

**Claude Blanckaert** : Je me méfie des mots-valises. « Savoirs » relève de ce registre depuis les années 1960 et j'en apprécie mal l'efficace. À moins – mais qui le fait aujourd'hui ? – qu'on veuille assimiler « science » à « connaissances » ou à « programme de vérité », sans relations contraintes à des pratiques, à des médiations instrumentales ou à l'impureté des dites connaissances. Il est inutile de réifier des concepts nomades et dont l'histoire profonde démontre la polysémie. Les savoir-faire, l'implicite des cursus, les circulations des savoirs traditionnels font déjà partie de nos enquêtes. Il n'y a pas de centre et de périphérie.

**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : Prenez-vous en compte, dans votre travail actuel, la volonté de mener une histoire globale, connectée ou transnationale qui s'est beaucoup développée depuis une vingtaine d'années en histoire en général ?

**Thomas Hirsch** : Je ne suis pas le mieux à même pour en parler puisque cette dimension n'occupe pas une place centrale dans mes recherches. Il me paraît toutefois évident que l'histoire des savoirs est transnationale et que ces axes de recherches, peut-être pas si radicalement nouveaux qu'on veut bien le croire, contribuent par conséquent à enrichir notre connaissance du passé. Cette conviction s'accompagne toutefois d'une gêne à l'égard de la manière dont les mouvements de renouvellement historiographique se transforment en modes, articulées autour de quelques termes clés sous lesquels passent les marchandises les plus diverses, puis en mots d'ordre déterminant ce qui seul serait pertinent et opportun – venant ainsi rigidifier de nouveau la situation. Il y a

de ce point de vue, je crois, une coalescence avec l'exigence actuelle, dans les critères d'évaluation, d'internationalisation de la recherche. Or il est bien des manières d'être « international »... Et si l'histoire des savoirs est « transnationale », l'essor des sciences humaines n'en a pas moins partie liée avec l'« âge des nations » : il ne me semble donc pas que cette échelle d'enquête, pour peu qu'on soit attentif précisément aux manières dont se constitue et s'affirme ce « national », soit caduque.

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Comme je le disais tout à l'heure, ces approches sont très importantes à mes yeux et j'espère que leur essor n'est pas un simple effet de mode. À cet égard, je rejoins tout à fait la remarque de Thomas et je suis toujours partagée entre des moments où je me réjouis de cette effervescence et d'autres où je crains que cela ne dérive en mode ou en posture, et qu'au final cela n'engendre un effet de lassitude et ne mène même, par réaction, à retourner au nationalisme méthodologique à un moment ou à un autre. En tout cas, pour ce qui me concerne, je reste toujours aussi frappée par l'importance des circulations dans l'histoire des savoirs comme des disciplines bien que je m'y intéresse depuis le début de mes recherches. Les prendre en considération remet les choses en perspectives, surtout quand on travaille dans une optique multipolaire. Et aussi quand on prend en considération des circulations totalement extérieures à l'Europe. Elles sont si peu présentes (voire si inexistantes !) dans notre univers mental euro-péo-centré, alors que certaines ont une histoire très longue et très fournie. En histoire de la philologie, c'est tout à fait passionnant. Je dois tout de même préciser que, pour ma part, je me sens beaucoup plus en phase avec l'histoire transnationale qu'avec l'histoire globale, ne serait-ce que parce qu'elle fait plus de place aux variations d'échelles d'analyse, et qu'elle fait davantage droit au plurilinguisme (je veux dire, en termes de sources)<sup>46</sup>.

**Frédéric Keck** : Pour un anthropologue, l'histoire globale prolonge un mouvement constitutif de notre discipline, c'est-à-dire la tentative de voir les phénomènes sociaux d'un autre point de vue, en prenant par exemple la « vision des vaincus » sur l'histoire de la colonisation comme l'a fait Nathan Wachtel dans le monde inca. Mais elle apporte aussi de nouveaux regards sur les archives en adoptant les méthodes de la microhistoire pour suivre tous les acteurs d'une rencontre entre les « cultures », et comprendre ce qui échoue dans cette rencontre sans présupposer d'incommensurabilité. Cela m'a été très utile dans mon rapport à Lucien Lévy-Bruhl : je travaille à présent sur ses différentes missions à l'étranger à l'occasion desquelles il a rencontré des populations qu'il qualifie de « primitives », et je mobilise l'histoire des savoirs pour décrire le contexte scientifique et politique de ces rencontres, notamment avec les débats sur la vaccination et la protection des populations indigènes aux Philippines ou au Brésil.

<sup>46</sup> Sur l'histoire de l'histoire globale (*world* ou *global history*) : Katja Naumann, « Das Entstehen von Welt- und Globalgeschichte als universitäres Lehrfach in den US: eine Skizze », *Geschichte für heute. Zeitschrift für historisch-politische Bildung*, 3, 2009, p. 31-37 ; en français : Caroline Douki et Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-4bis, 2007, p. 7-21, DOI : 10.3917/rhmc.545.0007.

L'histoire globale m'a donc permis de poser le problème de la « mentalité primitive » de façon moins philosophique et plus située. Mais je ne suis pas sûr qu'elle puisse s'appliquer à l'ensemble de l'histoire des sciences humaines, et je ne pense pas que ce soit un nouveau paradigme d'écriture de l'histoire.

**Nicolas Ginsburger** : Pour ma part, depuis longtemps comme toi Pascale, je fais de l'histoire comparée, connectée, transnationale, concepts proches sans être tout à fait équivalents. Pour la Grande Guerre, cette tendance s'est vraiment beaucoup développée, depuis une vingtaine d'années, notamment dans le courant de l'histoire culturelle du conflit, mais aussi par exemple dans l'histoire des idées et des organisations pacifistes, aujourd'hui très active. Je ne pratique pas l'histoire globale en soi, mais je la trouve stimulante, quoique, soit dit en passant, relativement absente dans la *Revue d'histoire des sciences humaines*. Autant il peut y avoir des éléments d'histoire connectée, transnationale, en tout cas dans les numéros que je connais ces dernières années ; autant l'histoire globale n'est pas quelque chose que la *RHSH* s'est imposée en tant qu'impératif malgré le mouvement historiographique actuel.

**Isabelle Gouarné** : Le développement des approches transnationales a permis de sortir d'une histoire focalisée sur l'Occident et de questionner la notion de « tradition nationale » de pensée. Cette rupture avec le nationalisme méthodologique me semble donc avoir été un des renouveaux importants de l'histoire des sciences sociales de ces dernières années : il a permis d'interroger les circulations avec des régions du monde auparavant considérées comme périphériques dans l'histoire des sciences. Pour ma part, travailler sur les rapports des intellectuels français avec le communisme revenait à étudier des intellectuels tournés vers l'Est, en contact avec l'Union soviétique et attentifs à toutes les innovations dont furent alors porteurs les savants soviétiques. Je ne pouvais être que frappée par le contraste entre le vif intérêt dans les milieux savants français des années 1930 pour la « science soviétique » et l'oubli dans lequel elle était tombée dans l'histoire des sciences, en particulier dans l'histoire des sciences de l'Homme, puisqu'elle était désormais considérée, dans le contexte post-1989, comme une science complètement idéologisée, soumise au pouvoir soviétique. Ces dernières années, une série de recherches a permis de déconstruire cette idée d'une imperméabilité entre les « blocs » de l'Est et l'Ouest. Les approches transnationales donnaient ici des outils pour analyser les effets des échanges Est/Ouest sur les dynamiques de production des savoirs, non pas en termes vagues d'influence, mais en interrogeant de façon concrète les modalités de ces circulations d'idées, leurs appropriations et leurs usages dans des espaces localisés de production de savoirs.

**Bertrand Müller** : Moi aussi, rapidement, transnational je m'y reconnais totalement, je pense que c'est très utile. L'histoire des sciences humaines a bouclé une sorte de documentation sociale si on avait le pendant allemand... Enfin évidemment, c'est un réflexe méthodologique j'allais dire... Mais peut-être à condition de faire aussi l'histoire

de ce que Thomas Hirsch a appelé des nationalismes méthodologiques, reconnaître les ethos nationaux par le nôtre puisque c'est le seul qu'on est à même de connaître et le présenter comme tel à nos interlocuteurs étrangers.

**Wolf Feuerhahn** : Je souscris globalement à ce que vous avez dit. Je dirais que l'histoire transnationale me paraît très intéressante parce qu'elle dépayse. Compliquée souvent à pratiquer parce qu'elle exige des compétences linguistiques et qu'elles ne sont, chez personne, infinies ; et donc, qu'à ce titre-là, c'est une affaire à pratiquer à diverses échelles avec toute la conscience des limites que l'on a et sans nécessairement oblitérer des enquêtes qui soient à l'échelle nationale. Ces dernières peuvent être tout aussi intéressantes et révélatrices. Tout ne circule pas, tout ne circule pas bien et en tout cas de toute façon (je pense qu'on est tous d'accord) : circulation ne veut pas dire identité mais redéfinition, reconfiguration, re-sémantisation, etc. La deuxième chose c'est que je pense qu'effectivement on a quand même un effort à faire au sein de la revue sur ce point. J'aimerais, et c'est peut-être la dernière question que j'anticipe, qu'on développe de manière générale des recherches moins européo-centrées. Pas uniquement. C'est très bien de faire des choses sur l'Europe et même sur la France. Il n'y a pas de terrain illégitime en soi. Mais c'est intéressant d'entendre des collègues qui travaillent sur d'autres objets, d'autres configurations, s'ils en ont les compétences et s'ils portent des travaux riches. Je trouve ça, en général, très fructueux.

**Olivier Orain** : J'ai été un peu irrité par l'injonction à développer des études dans une perspective nécessairement « transnationale », comme je suis irrité en général par tout ce qui relève d'un phénomène de mode. Il y a eu d'autres injonctions de ce genre et j'avoue que je suis toujours un peu réticent. Néanmoins, je pense que la vertu fondamentale de ce genre de travaux, c'est d'essayer de nous sortir d'une forme d'ethnocentrisme. Nous faire sortir justement d'une façon de construire les choses à partir de ce qu'on connaît le mieux, dans lesquelles on a baigné et je m'en rends compte actuellement en lisant des histoires de Mai 68 produites dans d'autres pays. Parfois, je ne comprends rien, parce que les auteurs parlent depuis leur point de vue situationnel et qu'ils ne font absolument pas l'effort de se rendre accessible à qui ne le partage pas... Ils acquittent le fait que « 68 » fut un phénomène mondial, évidemment, mais une fois qu'ils sont dans l'écriture d'une histoire locale, ils écrivent pour des héritiers locaux de cette histoire locale. Et je me dis que l'une des vertus fondamentales de travailler sur plusieurs terrains à la fois est que cela permet éventuellement de saisir ce qui percole d'une « scène » à l'autre ou ce qui ne percole pas aussi, parce qu'on a un peu trop tendance à insister sur les circulations mais pas assez sur les non-circulations – peut-être parce que c'est méthodologiquement beaucoup plus difficile. Mais ce qui me semble extraordinairement important là-dedans, c'est qu'on sort à partir de là d'une forme d'ethnocentrisme et aussi de son double, ces postures consistant à dire que ce qui se fait ailleurs est tellement mieux (en particulier aux États-Unis). Sauf que cet ailleurs n'est pas précisément connu, il est idéalisé, voire fantasmé.

**Claude Blanckaert** : Le global ne peut être une injonction. Sinon ce deviendrait un reproche de travailler sur le local, la microhistoire ou des controverses situées. Le transnational doit être valorisé pour ce qu'il sert. Le comparatisme reste le contrepoint et non l'objection de ce que l'on étudiait, suite à l'investigation novatrice de Jonathan Harwood, sous l'expression de « style national ». J'aimerais à mon tour plaider pour une autre globalité, moins à la mode, qui nous porterait vers l'historiographie profonde des SHS et dépayserait plus sûrement nos lieux communs disciplinaires. Un tel effort fut porté un temps dans le champ psychologique des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Pareil héritage n'est plus guère recueilli et n'est mis au travail qu'en histoire de la littérature. De même, nos collègues britanniques avaient naguère investi collectivement les déterminants fondamentaux des sciences de l'Homme au XVIII<sup>e</sup> siècle sans y voir une « préhistoire » inconséquente de ce qui suivra. Épreuve d'altérité garantie et loin de notre actualité répétitive.

**Wolf Feuerhahn et Olivier Orain** : Comment imaginez-vous l'avenir de la revue et du domaine ? Quelles perspectives permettraient selon vous de faire de l'histoire des sciences humaines et sociales un champ florissant ? Quel rôle la revue peut-elle jouer pour y concourir ?

**Pascale Rabault-Feuerhahn** : Je reviens, encore une fois, au terme d'ouverture ! Ouverture à d'autres aires culturelles, ouverture linguistique et puis, comme le disait aussi Wolf Feuerhahn, sortir de l'histoire disciplinaire *stricto sensu*.

**Nicolas Ginsburger** : Je lierais quand même cette question avec l'histoire globale dont on a parlé. Nous sommes d'accord pour ouvrir la revue à des problématiques extra-européennes, ce qui peut vouloir dire occidentale, plus états-unien ou sud-américain par exemple. Mais je pense aussi qu'on accroîtrait la visibilité de la revue en l'arrimant davantage à certaines problématiques générales de l'histoire contemporaine, qui paraissent parfois un peu éloignées de nos articles, même si nous avons traité de la Grande Guerre récemment avec la question de la violence, de la brutalisation, du militaire ou de la mémoire, et qu'un numéro sur les femmes est prévu prochainement. Il ne faut sans doute pas que ce soit hégémonique non plus, il ne faut pas que ce soit à chaque fois et que l'on donne l'impression de céder à des modes, mais cela contribuerait sans doute à élargir le lectorat, à intéresser plus de monde et à montrer que l'histoire des sciences humaines peut bien participer à des histoires (sociales, politiques, économiques, diplomatiques, etc.) qui paraissent éloignées.

**Dylan Simon** : Oui, certaines thématiques ou objets peuvent permettre de croiser plus fortement les disciplines au sein d'un même numéro. Pour reprendre ce que disait Olivier Orain par rapport à la juxtaposition thématique ou disciplinaire qui se manifeste dans certains colloques, il faut que la revue tente de produire ce croisement. L'idéal serait d'éviter cette juxtaposition d'articles disciplinaires au sein d'un même dossier, où

le spécialiste de telle discipline peut lire l'article qui le concerne. Après, cela me semble parfois très compliqué à réaliser si l'on veut justement avoir des textes documentés. La question des archives de la recherche – ce pourrait être la thématique d'un futur dossier – me semble intéressante à explorer davantage (à la suite des travaux de Bertrand Müller, Yann Potin ou Jean-François Bert notamment). Je ne suis pas spécialiste de cette question, mais on manque encore, à ma connaissance, d'histoires des archives de la recherche qui montrent comment celles-ci se sont précisément fabriquées ou constituées. Cela pourrait être une autre manière de penser et de travailler l'histoire des sciences humaines et sociales, d'être dans un rapport moins utilitariste par rapport aux sources de celle-ci.

**Isabelle Gouarné** : Un des enjeux actuels est peut-être aussi de rouvrir le débat sur l'intérêt ou la finalité de l'histoire des sciences de l'Homme. Cette question, déjà discutée il y a une vingtaine d'années, me semble toujours d'actualité en raison de cet air du temps relativiste, et ce d'autant plus que l'histoire et la sociologie des sciences sont elles-mêmes soupçonnées de nourrir ce relativisme. Il y a une vingtaine d'années, Loïc Blondiaux et Nathalie Richard plaidaient pour un « présentisme raisonné » et un « historicisme engagé » visant à faire de l'histoire des sciences sociales « le meilleur antidote contre les amnésies, les illusions ou les faux-semblants » des sciences sociales du présent<sup>47</sup>. C'est une position que beaucoup partagent encore aujourd'hui et que revendique notamment le courant de la sociologie historique des sciences sociales, même si, et c'est ce que soulignait Johan Heilbron dans sa contribution récente à la *RHSH*<sup>48</sup>, l'histoire des sciences sociales n'a pas su répondre, en tout cas pas toujours et difficilement, à ces attentes. Ce défi mériterait sans doute d'être de nouveau interrogé collectivement pour définir les conditions dans lesquelles l'histoire des sciences sociales peut être un outil permettant aux sciences sociales contemporaines d'éviter le double écueil – de l'illusion scientiste et du relativisme, sans retomber dans les travers du présentisme et de l'anachronisme contre lesquels elle s'est construite depuis une quarantaine d'années.

**Claude Blanckaert** : L'avenir est hypothéqué par les histoires disciplinées, présentistes et l'absence surprenante d'ambition généraliste. Personne ne citerait dorénavant quelques grands « classiques » récents dans un champ de production pourtant encombré et d'étonnante richesse. En l'absence de cumulativité, il n'est pas interdit de poursuivre l'analyse des opérateurs unitaires qui rapprochent les sciences de l'Homme tant sur un plan méthodologique (le comparatisme, la classification, les techniques

<sup>47</sup> L. Blondiaux et N. Richard, « À quoi sert l'histoire des sciences de l'Homme ? », dans C. Blanckaert et al. (dir.), *L'histoire des sciences de l'Homme*, op. cit., p. 111-130.

<sup>48</sup> Johan Heilbron, « Pour une sociologie historique et réflexive des sciences humaines et sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 30, 2017, p. 277-288. C'est cette posture qui est également défendue dans l'ouvrage de G. Laferté, P. Pasquali et N. Renahy (dir.), *Le laboratoire des sciences sociales. Histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

de terrain, la mathématisation de l'expérience...) que conceptuel (déviance/norme, la dégénérescence, l'adaptation, nature/culture, bref des englobants) ou institutionnel. Par contraste ou convergence, toutes ces thématiques permettent de manier des échelles chronologiques variées, internationales, l'interne et l'externe, l'archive et l'écrit, sans exclusive. De manière évidente, les formules généralistes favorisent les échanges intellectuels, le libre jeu des méthodes ou la réflexivité, et leur pouvoir d'attraction est, à mon sens, un gage de visibilité éditoriale. Elles n'empêchent nullement des accroches critiques sur l'historiographie différentielle des SHS ou le « faire » de cette histoire, ses usages, présupposés et réceptions. J'y vois l'une des conditions d'un dialogue nécessaire avec le monde historien.

**Emanuel Bertrand** : Je trouve intéressante l'idée d'arrimer davantage l'histoire des sciences humaines et sociales à l'histoire en général. Je pense qu'il y a également des avantages à l'arrimer à l'histoire des savoirs, que nous avons déjà évoquée. C'est d'ailleurs la ligne éditoriale implicite de la revue, où nous nous refusons la plupart du temps à publier une histoire disciplinaire, c'est-à-dire l'histoire d'une discipline bien circonscrite au sein des sciences humaines et sociales. Se rattacher à l'histoire en général, ou à l'histoire des savoirs, cela permet aussi de sortir de ce grand partage (sciences de la nature/SHS) que je mentionnais tout à l'heure. De ce point de vue là, il y a quelque chose de révélateur chez un certain nombre d'historiens des sciences humaines et sociales : lorsqu'ils parlent d'« interdisciplinarité », il s'agit presque tout le temps d'interdisciplinarité au sein des sciences humaines et sociales. Or, je pense qu'il est tout aussi pertinent d'étudier les pratiques interdisciplinaires (en particulier celles revendiquées comme telles par les acteurs) entre les deux côtés de la frontière construite entre sciences de la nature et sciences humaines et sociales, et de s'intéresser aux croisements et interpénétrations entre d'un côté les sciences et technologies, et de l'autre les sciences humaines et sociales.

**Thibaud Trochu** : Une remarque moins intellectuelle, moins intéressante, peut-être à courte vue. Comment imaginez-vous l'avenir de la revue ? Je pense que si on a toujours une si bonne éditrice c'est déjà pas mal. Ensuite, le basculement sur le numérique, c'est une banalité, mais pas plus tard que tout à l'heure nous étions en bas rue du Four avec un collègue brésilien croisé par hasard qui nous dit : « Ah oui ! ça fait longtemps que je recherche [le site de la revue], vous n'êtes pas sur internet ? ». Donc, plutôt activisme et militantisme pour la faire connaître parce qu'il y a des travaux, il y a vingt ans, il y a un petit patrimoine de texte et de méthodologie qui ne sont pas assez connus et que nos collègues brésiliens, espagnols, mexicains, allemands sont susceptibles de lire et justement qui permettent une ouverture à d'autres types de texte que l'avenir à court terme ou à moyen terme, je le vois... Pour que ce soit un champ florissant, je le vois un peu comme ça.

**Wolf Feuerhahn** : Concernant la ligne de la revue et les orientations du domaine, je dirais plusieurs choses : la première est que je pense qu'il est important d'être à l'affût de ce qui se fait, des enquêtes portant sur des terrains inexplorés. Une de nos récentes publications en est la trace : invité à présider une session d'un colloque sur les sciences humaines et sociales dans l'espace post-yougoslave, j'ai suscité une synthèse de ces journées qui a donné lieu à une publication dans notre rubrique « Débats, chantiers et livres<sup>49</sup> ». Ça me paraissait intéressant à la fois parce que nous apprenions à connaître un espace de production des sciences humaines et sociales que nous ne connaissions pas mais aussi parce que cela permettait de poser différemment la question des rapports entre science et langue, science et nation, science et espaces non-académiques...

Donc ça, c'est la première chose qui me paraît importante. Je dirais aussi qu'il est important de varier les formats et c'est aussi pour ça qu'on avait développé cette rubrique un peu bâtarde, volontairement bâtarde, « Débats, chantiers et livres » pour publier des formats variés, des types de projets différents, des états de la réflexion variés, du savoir en train de se faire, etc. Venant d'une discipline hautement disciplinarisée, la dimension « auberge espagnole » de l'histoire des sciences humaines et de l'histoire des sciences en général me plaît et cette rubrique permet de la matérialiser. Au sein de l'histoire des sciences humaines et sociales, les gens viennent de milieux différents, ont connu des formations différentes ce qui me paraît hautement enrichissant. Un anthropologue de formation ne regarde pas la même chose ni de la même manière que quelqu'un qui a été formé dans une autre discipline, non pas parce qu'il aurait des œillères, mais parce que sa pratique initiale informe malgré tout ses dispositions ; voilà pourquoi avoir un croisement des regards est très précieux me semble-t-il. Par-delà la précarité du domaine, c'est aussi pour cette raison qu'il me semble important de faire fructifier la variété des objets et des méthodes d'enquêtes au sein du domaine. La mise en place d'une agrégation d'histoire des sciences humaines et sociales, à l'image de ce qu'il existe en histoire du droit, me semblerait la pire des choses qui pourrait arriver à ce domaine.

**Bertrand Müller** : Je voudrais rebondir sur les propos de Nicolas Ginsburger qui a fait une remarque que pour ma part j'ai de la peine à formuler. Il serait souhaitable que la revue ne soit pas une revue considérée comme une publication strictement spécialisée. C'est une revue d'histoire des sciences de l'Homme, mais elle doit être aussi une revue de sociologie, d'anthropologie, de géographie des sciences de l'Homme. L'interdisciplinarité n'est pas simplement dans les objets, elle est aussi dans les démarches. Mais je reviens également sur le propos de Nicolas, qui m'intrigue beaucoup lorsqu'il signale le décalage sur les questions posées par les historiens et

<sup>49</sup> Anne Madelain et Agustín Cosovschi, « L'espace post-yougoslave : un laboratoire des sciences humaines et sociales ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 32, 2018, p. 261-274.



par nous sur la Première Guerre mondiale. Les historiens aujourd'hui sont préoccupés par la question de la brutalisation, absente de notre numéro sur, en fait, l'après-1918. Il y a bien sûr beaucoup à faire sur cette question sur laquelle nous avons quelques travaux tout de même, ceux de Nicolas Mariot en particulier. Mais la remarque peut être généralisée : devons-nous et pouvons-nous partager le même agenda que les historiens ? C'est une question difficile.

Dans le rapport sciences de l'Homme/société, je soulignais tout à l'heure que les historiens du contemporain ne prennent toujours pas en compte les sciences de l'Homme alors qu'elles sont importantes dans l'évolution des sociétés. Par ailleurs, le numéro sur la Grande Guerre, et, précédemment, celui sur 1968 attestent de nos efforts pour ne pas négliger ces questions en proposant nos propres questionnaires.

Sortant des questions sur la guerre, nous pourrions analyser les réflexions et les propositions des sciences humaines par rapport à des questions sociétales, et pas seulement disciplinaires. Pourquoi ne pas reprendre la question développée alors notamment par les géographes sur le régionalisme, sur la région, juste après la fin de la guerre au moment où s'opère un redécoupage territorial.

**Olivier Orain** : Ça a commencé avant la guerre avec des travaux de Paul Vidal de la Blache sur la régionalisation de la France autour de 1910.

**Bertrand Müller** : Demangeon écrit encore quelque chose après la guerre si mes souvenirs sont bons. Mais peut-on développer des dossiers qui concernent précisément les implications des sciences de l'Homme par rapport à la société, au-delà d'un ancrage événementiel.

Je prends un exemple : la pratique d'enquête qui caractérise certaines de nos disciplines mais dont elles n'ont pas le monopole. Ne pourrait-on pas organiser un numéro de la revue dans lequel la question de l'enquête ne soit pas seulement une question traitée par les sociologues, les anthropologues mais aussi, par les économistes, par le droit, par l'administration. Une telle perspective transversale nous permettrait d'interroger à nouveaux frais les modalités par lesquelles certaines pratiques deviennent, à un moment donné, des savoirs et des pratiques spécialisés, partagés, accaparés ou transposés dans certaines disciplines, circulent d'une discipline à l'autre.